

L'avenir économique des Régions périphériques :

revue exploratoire de la littérature avec
une attention particulière sur l'impact
de l'économie du savoir et l'expérience
de pays nordiques

Jean-Dominic LACAS,
Mario POLÈSE et
Richard SHEARMUR
INRS-Urbanisation, Culture
et Société, Montréal

Étude soumise à
Développement économique Canada
dans le cadre du Programme de veille
synthèse sur les économies périphériques

Avril 2001

**L'AVENIR ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS PÉRIPHÉRIQUES :
REVUE EXPLORATOIRE DE LA LITTÉRATURE AVEC UNE
ATTENTION PARTICULIÈRE SUR L'IMPACT DE L'ÉCONOMIE
DU SAVOIR ET L'EXPÉRIENCE DE PAYS NORDIQUES**

Jean-Dominic LACAS, Mario POLÈSE et Richard SHEARMUR
INRS-Urbanisation, Culture et Société, Montréal

Étude soumise à Développement économique Canada
dans le cadre du *Programme de veille synthèse sur les économies périphériques*

Avril 2001

Table des matières

Introduction	1
Structure du document	1
Les sources documentaires.....	2
Partie 1 - Écrits récents sur les tendances de développement régional	5
En guise d'entrée en jeu.....	5
1.1 À propos du modèle néoclassique de convergence régionale	6
1.2 L'économie du savoir et les « nouveaux » facteurs de développement économique régional	10
Capital humain, économies d'agglomération, effets cumulatifs.....	11
L'impact des nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC).....	14
Conclusions préliminaires.....	16
Partie 2 - Les régions nordiques de l'Europe.....	18
2.1 Profils des pays étudiés	18
2.2 Analyses statistiques pour l'Écosse, la Suède, La Norvège et la Finlande	21
Survol statistique.....	22
2.3 Analyses statistiques pour les régions périphériques retenues	25
Présentation des tableaux	26
Conclusion : principaux points communs des régions périphériques nordiques.....	32
Partie 3 - Les politiques régionales dans les pays du nord de l'Europe	33
L'absence de programmes qui s'adressent, spécifiquement, aux régions périphériques	34
3.1 Les programmes supra-nationaux	34
3.2 Les programmes nationaux.....	38
Conclusions.....	40
L'impact territorial de l'économie du savoir	41
Les tendances de développement régional dans les pays nordiques	42
Les politiques « émergentes » de développement régional.....	43
Références.....	47

Introduction

En novembre 2000, Développement économique Canada a donné à l'INRS le mandat de mener un Programme de Veille Synthèse sur les Économies Périphériques. Ce programme est structuré autour de trois axes principaux. Le premier axe comprend une analyse statistique détaillée permettant d'appréhender la dynamique spatiale de l'économie canadienne, en portant une attention particulière sur les régions périphériques du Québec et du Canada atlantique. Le deuxième axe porte sur des études de régions périphériques spécifiques du Québec et du Canada atlantique dans le but de comprendre, plus en détail, la situation dans ces régions, les besoins et attentes des intervenants et les pratiques émergentes en termes de développement.

Le troisième axe est structuré autour de comparaisons internationales. Il comprend deux parties: 1) un atelier de travail qui se déroulera en octobre 2001, et qui regroupera des spécialistes en provenance de l'Écosse, la Norvège, la Suède et la Finlande; 2) une revue préparatoire de la littérature portant sur le développement en région périphérique dans ces pays, dans le but de dresser un portrait statistique sommaire des régions et de faire une revue des politiques de développement susceptibles d'influer le développement régional. (INRS 2000). Cette revue doit aussi servir de document préparatoire pour l'atelier d'octobre 2001. C'est dans ce cadre que ce document a été préparé.

Structure du document

Dans les prochains paragraphes, nous décrivons la littérature consultée, tout en faisant état des limites de nos recherches. Ces limites sont dues principalement aux choix nécessaires entre, d'une part, une revue stricto sensu de la littérature, qui aurait mené à un document très détaillé et peu synthétique et, d'autre part, une synthèse de la littérature, qui court alors le risque d'être trop générale. La première partie de ce rapport propose un tour d'horizon de la littérature scientifique récente portant sur les tendances économiques régionales. On y introduit certains concepts importants en analyse régionale, tout en se penchant sur le contexte global (nouveau) dans lequel évoluent les régions périphériques, en portant une attention particulière sur ce qu'il est convenu d'appeler l'économie du savoir.

La deuxième partie du document dresse un portrait statistique sommaire des régions périphériques au nord de l'Europe. Ce portrait présente des tableaux que nous pensons inédits. Non que les données présentées soient originales, mais il existe très peu d'analyses

statistiques comparables permettant de situer, dans un même cadre, les régions des quatre pays à l'étude (Copus et al 2000, p. 37). Des compilations spéciales, des re-classifications géographiques et sectorielles, et des transformations diverses ont été nécessaires pour aboutir à des séries comparables. Les séries calculées portent sur les grandes tendances démographiques, sectorielles et socio-économiques dans les régions des quatre pays à l'étude.

La troisième partie porte sur les politiques de développement régional dans les régions périphériques au nord de l'Europe. Notre effort a porté davantage sur la description du cadre général plutôt que sur des politiques particulières, en grande partie parce que de plus en plus les interventions locales sont définies sur le terrain même. En d'autres termes, bien que le financement et certains principes de base émanent des instances centrales (Union Européenne, nation, etc.), il est de plus en plus admis que chaque région est unique, et que les acteurs locaux sont les mieux placés pour élaborer les politiques adaptées à leur milieu (Ray 2000, Saraceno 1999). Des cas particuliers sont souvent utilisés à titre d'exemples, mais - par définition - une série de cas particuliers reconnus comme tels est difficile à synthétiser, car une synthèse supposerait que les cas ne sont pas particuliers.

Finalement, une conclusion fait ressortir les éléments principaux de cette revue exploratoire de la littérature.

Les sources documentaires

Il existe une multitude de sources d'information concernant les politiques de développement régional et l'évolution des régions en Europe. Celles-ci peuvent être classées en trois types: les articles scientifiques (par exemple Marsden et Bristow 2000; Taylor & Wren 1997; Lowe et Ward 1998); les rapports issus de groupes de recherche spécialisés (tels NORDREGIO - le groupe de recherche sur les régions nordiques monté par le Nordic Council of Ministers, et le Arkleton Centre - centre de recherche sur les régions rurales nordiques à l'Université de Aberdeen); et, finalement les rapports, descriptions de programmes et autres documents issus d'organisations publiques qui élaborent et mettent en oeuvre les politiques de développement (Union Européenne, OCDE, ministères divers). Une quatrième source, qui recoupe certaines déjà citées, comprend des rapports et avis soumis aux gouvernements ou aux instances européennes par des spécialistes qui ont souvent aussi contribué d'autres travaux.

Faire la synthèse de cette littérature, à la fois vaste et variée, est problématique pour plusieurs raisons. En premier lieu, la production strictement scientifique (articles dans des revues avec comité de lecture) est souvent très spécialisée, portant sur des sujets très pointus. À titre

d'exemples, certains auteurs (Marsden et Bristow 2000) se penchent sur des méthodologies pour évaluer la multitude de programmes qui se superposent. D'autres, comme Martin et Tyler (2000), s'intéressent à des aspects de la question de la convergence régionale. D'autres encore, comme Taylor et Wren (1997), regardent les politiques nationales de développement régional britannique, tandis que d'autres se penchent, plus particulièrement, sur la pauvreté en milieu rural.

Un autre type d'article, très fréquent, est celui qui décrit en détail une intervention particulière - l'étude de cas. Ce qui relie ces articles, mais qui les rend aussi d'une utilité limitée dans le contexte d'une revue synthétique de la littérature, est qu'ils traitent souvent d'un aspect très précis de la problématique régionale sans présenter une vue d'ensemble. Ceci n'enlève en rien à leur intérêt scientifique, mais présuppose une connaissance du contexte d'ensemble que nous cherchons justement à dégager.

La littérature la plus riche sur les régions périphériques nordiques est celle émanant des centres de recherches spécialisés. Ici nous trouvons des études et des rapports souvent très détaillés (par exemple Copus et al 2000, Isaksen et Asheim 1997, Persson 2000, NCM 1997, etc.) et qui permettent d'obtenir une vue plus large du contexte européen. Une difficulté rencontrée est le fait que ces rapports et autres contributions ne sont pas répertoriés: autrement dit, ce qui ne se trouve pas sur leurs sites web ne nous est pas accessible. Il s'avère, par conséquent, difficile de faire une recension complète de ces écrits. Il n'en demeure pas moins que notre vue d'ensemble du contexte des régions périphériques du nord de l'Europe s'appuie en bonne partie sur des sources de ce type.

La troisième source mentionnée ci-dessus comprend les organisations telles que l'Union Européenne et l'OCDE, organisations qui ont pour but soit d'élaborer et de mettre en oeuvre des politiques, soit de conseiller les gouvernements sur leur mise en place. Cette littérature pose deux problèmes: d'une part, comme pour la littérature émanant des centres de recherche, une recension complète des divers rapports, avis, évaluations etc. est impossible dans la mesure où certains sont des écrits publiés, d'autres des rapports à circulation relativement limitée, et d'autres encore des avis plus confidentiels. L'autre problème, posé surtout dans la littérature qui décrit et/ou qui évalue les programmes, relève de la dimension politique de ces organisations. En l'absence d'évaluations externes, et compte tenu des relations avec les agents de programme, les gouvernements nationaux et les sources mêmes d'information (statistiques, bénéficiaires des programmes, agents de développement), il est difficile d'assurer l'objectivité des analyses. Donc, bien qu'utiles, ces sources ne sont pas toujours les meilleures d'un point de vue scientifique.

Il est à noter que le nouveau parlement écossais a mis sur pied, en 1999, un comité sur le développement rural chargé "to consider and report on matters relating to rural development, agriculture and fisheries and such other related matters as fall within the responsibility of the Minister for Rural Development" (http://www.scottish.parliament.uk/official_report/cttee/rural.htm). Entre janvier et mars 2001, une série de quatre rapports a été finalisée (RDC 2001a, 2001b, 2001c, 2001d) qui dressent un portrait détaillé des régions rurales écossaises. L'ensemble des délibérations et des éléments pris en considération par le comité sont disponibles sur le site web. Cette source est particulièrement riche, mais, une fois encore, cette richesse tend à faire perdre de vue le contexte général.

La très grande diversité des sources et la nature très spécifique d'un bon nombre des documents consultés, nous a amené à effectuer un travail important de synthèse, notamment dans le but de rendre le tout compréhensible à des non-Européens. À titre d'exemple, nous n'avons pu trouver de documents présentant de manière succincte la situation économique des régions périphériques du nord de l'Europe. Les études de Copus et al (2000) et de la NCM (1997) sont riches en informations très détaillées, et l'étude de l'Union Européenne (UE, 2000) couvre l'ensemble de l'Europe sans distinguer les régions du nord. Mais le niveau de détail de ces rapports est tel qu'il nous a fallu effectuer notre propre synthèse, non seulement des analyses mais aussi des tableaux statistiques qui couvrent souvent des régions différentes, des périodes différentes, et des pays différents (la Norvège ne faisant pas partie de l'UE, et l'Écosse ne faisant pas partie de la zone couverte par NORDREGIO, seul Copus et al (2000) traitent des quatre pays). En ce qui concerne les politiques de développement et les interventions, un effort analogue de synthèse a été nécessaire. Il nous serait possible de décrire en détail tel ou tel programme de l'UE, ou telle ou telle approche à l'innovation en Norvège, mais notre but principal a été de dégager l'approche politique globale. Ces choix ont dicté la forme et le contenu de ce qui suit.

PARTIE 1 - ÉCRITS RÉCENTS SUR LES TENDANCES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Dans la synthèse qui suit nous nous limitons aux grandes conclusions des écrits consultés, en y intégrant parfois nos propres idées et interprétations. Chaque thème traité aurait pu faire l'objet d'un chapitre entier. Aussi devons-nous faire des choix, en mettant l'accent sur la problématique du développement régional en relation avec l'économie du savoir. Puisque la littérature sur le développement régional revêt souvent un caractère général (surtout les écrits plus théoriques), les écrits auxquels nous ferons référence ici débordent souvent les frontières des pays du Nord de l'Europe pour englober des analyses plus générales sur la problématique.

En guise d'entrée en jeu

Il serait difficile de prétendre que les écrits récents marquent un tournant radical de la pensée sur le développement économique régional. Il y a eu une lente évolution de la pensée, amorcée il y a déjà plusieurs décennies, de modèles qui privilégient les facteurs « hard » (notamment, le stock de capital physique) vers des modèles qui mettent l'accent sur des facteurs « soft », dont des facteurs comme le capital humain et ce qu'il convient d'appeler le capital social (Fukayama 1995). Cette évolution de la pensée ne se limite pas au domaine propre au développement économique régional. Elle se retrouve également dans les écrits sur le développement économique en général (Landes 1998, Olson 2000) et dans les écrits des agences internationales de développement international; Banque mondiale (2000, 2001); IDB (2000). En plus des facteurs économiques classiques, il y est de plus en plus question de culture, de valeurs et d'institutions politiques locales. Les écrits consultés, dont ceux portant sur les pays nordiques, s'inscrivent en gros dans la même mouvance.

Ce sont les différences (ou les facteurs) de développement pour des territoires infra-nationaux (provinces, départements, localités, etc.) qui constituent les objets principaux des écrits sur le développement régional. Nous y retrouvons, d'abord, des études qui se penchent sur les facteurs de développement (ou de sous-développement) des régions. Dans ces écrits, qui portent souvent sur des régions particulières, les modèles dits de développement local (ou endogène) se trouvent, depuis déjà quelques décennies, au centre des débats (nous y reviendrons). Nous retrouvons aussi des études et réflexions plus macroéconomiques (ou macro-spatiales) sur les grandes tendances de redéploiement géographique des économies nationales. Quelles régions sont favorisées ou défavorisées ? Les disparités régionales de bien-

être s'accroissent-elles ou décroissent-elles ? Dans ces écrits, le débat se déroule souvent autour de ce qu'il convient d'appeler le modèle néo-classique de convergence régionale.

1.1 À propos du modèle néoclassique de convergence régionale

Le modèle néo-classique de convergence régionale (qui trouve ses racines dans les modèles d'équilibre général en économie) postule la convergence, en longue période, des économies régionales à l'intérieur d'un même pays (notamment sur des variables comme les salaires, la rémunération du capital et la productivité) à mesure que diminuent les obstacles au libre mouvement des facteurs de production. Si la mobilité des travailleurs et des capitaux est assurée, les régions plus pauvres finiront par rattraper les plus riches, de sorte que les disparités socio-économiques entre régions disparaîtront à long terme. Dans cette perspective, des baisses dans les coûts de transport et de communication, dont l'introduction des nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC), auront nécessairement pour effet de favoriser la convergence entre régions, et donc de réduire les disparités socio-économiques entre régions.

L'intérêt pour la convergence régionale date des années 60, mais a connu un regain récent, grâce notamment aux travaux de Barro et Sala-i-Martin (1991, 1995). Plusieurs études récentes ont examiné la convergence entre pays mais aussi entre régions d'un même pays. La majeure partie porte sur les tendances de convergence (ou de divergence) des revenus ou de la production (par habitant). La majorité des études (dont celles pour le Canada : Coulombe 2000) confirment effectivement la tendance généralisée à la convergence des économies régionales des pays industrialisés au titre des indicateurs de revenu par habitant et de productivité. Ce résultat n'a rien d'étonnant, dans la mesure où l'intégration économique favorise effectivement la réduction des écarts socio-économiques entre pays ou régions; ce bilan constitue l'un des fondements de l'Union Européenne et d'autres regroupements de libre échange. Mais, devons-nous pour autant en conclure que nous pouvons nous fier aux tendances générales (du marché), dont de l'émigration des populations, pour alléger les problèmes de développement des régions périphériques ¹ ?

Malgré la cohérence logique du modèle néoclassique et le poids des études empiriques, celles-ci sont d'une utilité limitée pour l'analyse des problèmes de développement des régions

¹ Le concept de *région périphérique* est défini ici comme toute région située à plus de 100 à 150 km (selon la nature des routes) d'une agglomération urbaine d'un demi-million d'habitants ou plus: les régions retenues pour une étude individuelle ont la particularité supplémentaire de n'abriter aucune agglomération de plus de 150,000 habitants. Cela englobe donc toutes les régions ressources du Québec, les provinces atlantiques du Canada, et une grande partie des pays nordiques (voir cartes en annexe).

périphériques, telles que nous les avons définies. Les analyses qui mettent l'accent sur la productivité, comme indicateur, peuvent occulter les effets sur l'emploi (Cuadrado-Roura et al. 2000; Martin et Tyler 2000). Ainsi, une région qui accroît sa productivité aux dépens de l'emploi sera vue comme convergente, alors que son niveau d'emploi (et aussi de population) est en train de diminuer. De plus, les hausses observées au plan de la productivité et des salaires (notamment si elles se limitent à quelques secteurs dominants de l'économie) peuvent avoir pour effet de nuire au développement d'autres secteurs de l'économie locale qui ne peuvent pas soutenir des niveaux comparables de salaires. Puisque les régions périphériques sont, en règle générale, spécialisées dans quelques secteurs dominants (axés sur les ressources naturelles), il s'agit là d'un risque réel (Larsson 2000; Persson 2000).

Beaucoup dépend des variables qu'on désire privilégier, et comment on désire, en bout de compte, définir le développement. En restant fidèle au raisonnement néoclassique, l'émigration et des réductions cumulatives de population finiront toujours, à long terme, par « venir à bout » du problème de développement des régions périphériques. Cependant, le modèle néoclassique ne s'adresse qu'à un aspect de réalité (plus facile à modeler, Krugman 1995); il laisse de côté les relations dynamiques de rétroaction (plus difficiles à modeler) entre productivité et concentration géographique des populations et des activités économiques. Dans la mesure où la relation reste positive (Ciccone et Hall 1996; Glaeser 1998; Rauch 1993; Quigley 1998), il est tout à fait concevable que des mouvements de population entre régions moins denses et plus denses (à savoir, entre régions périphériques et centrales) aient aussi pour effet d'accroître les écarts de productivité. Il n'est pas impossible que la relation positive entre densité (ou taille) et productivité devienne encore plus nette à l'avenir, résultat de la sensibilité des activités intensives en savoir aux effets de débordement (voir plus loin). L'arbitrage entre les deux effets possibles (l'effet haussier des émigrations sur les salaires et les effets négatifs sur la productivité) n'est pas facile à prévoir; c'est un débat complexe, qui dépasse le mandat de cette revue de la littérature. Cependant, il est raisonnable de croire qu'en dessous d'une certaine densité (ou taille de marché), les effets négatifs de pertes de population finiront par l'emporter sur les effets positifs.

L'impact des découpages territoriaux et des échelles d'analyse

Dans une perspective d'analyse des régions périphériques à proprement parler, la limite principale des études consultées sur la convergence régionale touche le découpage géographique des « régions ». Le découpage du territoire national se fait, en règle générale, sur la base des entités administratives ou politiques du pays, sans référence à un cadre analytique qui chercherait à classer les régions selon leur positionnement géographique ou démographique. Dans presque tous les cas, les « régions » analysées (provinces canadiennes;

états américains, régions françaises, *länder* allemands, etc.), réfèrent à des territoires relativement importants (et peuplés), chacun avec sa métropole propre (grande ou petite). Aucune des études ne porte sur un découpage de l'espace national qui nous aurait permis d'isoler les régions périphériques. Cependant, Kangasharju (1998) et Kangasharju et Pekkala (2000) y font en partie exception; nous y reviendrons.

Dans son étude pour le Canada, Coulombe (2000) signale que les différences régionales dans les niveaux d'urbanisation reste un facteur clé dans l'explication des écarts socio-économiques et des tendances observées de convergence (cela se confirme également pour des comparaisons entre pays : Jones et Koné 1996; Ingram 1998). En d'autres mots, il n'est pas étonnant d'observer des tendances de convergence régionale, conformes au modèle néo-classique, dans la mesure où les régions étudiées possèdent, à des degrés divers, des attributs géographiques et démographiques (taille, densité, hiérarchies urbaines) qui leur permettent de capter, ne serait-ce qu'en partie, les retombées de la croissance des économies nationales. Cependant, dès que l'on se penche sur des entités territoriales plus éloignées et moins denses, sans villes majeures, les résultats peuvent parfois être différents. Comme le note Barro (1991), les tendances à la convergence ne se confirment pas dès qu'il s'agit de comparer des régions très hétérogènes.

Il n'y a pas forcément de contradiction entre la convergence, observée au plan des grandes régions et, en parallèle, l'existence de disparités continues à l'intérieur de ces mêmes régions (entre, notamment, la métropole et des zones éloignées). À titre d'illustration, la convergence entre le Québec et l'Ontario au titre des revenus par habitant n'est pas incompatible avec la concentration continue de l'économie québécoise à Montréal et la persistance des disparités socio-économiques entre la métropole québécoise et les régions périphériques du Québec. Concentration géographique (intra-régionale) et convergence régionale peuvent aller ensemble. Le découpage et la taille des régions à l'étude aura, en somme, un impact majeur sur les résultats observés. Il peut y avoir convergence à une échelle mais non à une autre². Bref, il faut se garder, en l'absence de données plus détaillées, d'extrapoler les conclusions d'un niveau d'analyse à un autre.

Un reversement (ou un ralentissement) de la tendance générale à la convergence ?

Des études empiriques plus récentes, dont pour les pays nordiques, semblent annoncer une rupture de tendance, en observant une résurgence des disparités entre régions. Conforme au

² Ainsi, aux États-Unis, la convergence observée, entre États, au plan des revenus par habitant, ne trouve pas d'équivalent au plan des inégalités (de revenu) entre ménages ou personnes.

modèle néoclassique, Kangasharju (1998) observe une tendance claire à la convergence des revenus par habitant pour des régions finlandaises sur la période 1934 à 1993. Le découpage employé est très fin : 88 régions avec une population moyenne de 57,000, donc comparables aux divisions de recensement au Canada. Cependant, Kangasharju et Pekkala (2000) observent un accroissement des disparités entre régions pour la période 1988-1997, en s'appuyant sur des données de PIB par habitant. Les régions les plus divergentes (par rapport à Helsinki) ont aussi connu une détérioration relative de productivité par travailleur ainsi qu'un recul de l'emploi. Il faut toutefois se garder d'en tirer des conclusions hâtives car, d'une part, les séries portent sur des données différentes (revenu par habitant et PIB par habitant) et, d'autre part, il est possible que les résultats soient de nature cyclique. Comme l'indiquent les auteurs, les tendances à la divergence se manifestent surtout en période de récession; la Finlande est entrée dans une récession au début des années 1990. Il n'en reste pas moins que parmi les régions les plus durement touchées se retrouvent les régions du Nord de la Finlande, des régions périphériques au sens de notre définition.

La possibilité d'une rupture des tendances depuis dix à vingt ans est également évoquée par d'autres études (Lopez-Bazo et al. 1999; Martin et Sunley 1998) qui parlent d'un ralentissement de la convergence, et parfois même d'un accroissement des disparités. Armstrong (1995) observe, pour l'Europe et les États-Unis, une polarisation des taux régionaux de croissance des revenus : les régions à forte croissance ont tendance à être situées à proximité l'une de l'autre, de même que les régions à faible croissance. Autrement dit, les effets de débordement de la croissance demeurent sensibles à la distance, et ne dépasseraient donc pas certaines limites géographiques. Cuadrado-Roura et al. (2000), en analysant l'évolution de la productivité, signalent le comportement hétérogène des régions européennes. Cependant, toutes les régions dont les hausses de productivité se situaient au-dessus de la moyenne se caractérisaient soit par la diversification de leur structure économique ou par la présence d'une grande métropole financière ou industrielle. Les résultats ne se résument pas, toutefois, à une simple dichotomie centre-périphérie, car plusieurs vieilles régions industrielles du cœur de l'Europe (Wallonie, Lorraine, etc.) continuent à connaître des problèmes. Bref, tout en décelant des tendances générales, il est impossible de faire abstraction des particularismes des régions étudiées.

En somme, les études sur la convergence (ou la divergence) régionale nous invitent à la prudence. Elles nous sensibilisent, tout d'abord, à l'impact des échelles d'analyse et des choix des variables sur les résultats observés. Elles nous sensibilisent ensuite à l'importance de distinguer les mouvements cycliques (de court terme) des grandes tendances structurelles de long terme. Le renversement évoqué par certains, qui annoncerait une accentuation des écarts socio-économiques entre régions, est-il cyclique ou structurel ? En toute honnêteté, il est trop tôt pour tirer des conclusions fermes. Cependant, sur la base de études consultées, il serait

difficile de prétendre que nous soyons à la veille d'un redéploiement des activités économiques en faveur des régions périphériques. Le contraire semble davantage probable. Le grand mouvement de concentration géographique des activités économiques et des populations, déclenché il y a quelques siècles par la révolution industrielle, semble se poursuivre et même se renforcer.

Pourquoi serait-il ainsi ? C'est ce que nous allons maintenant regarder, en retenant surtout les facteurs qui ont trait à ce qu'il convient d'appeler l'économie du savoir.

1.2 L'économie du savoir et les « nouveaux » facteurs de développement économique régional

Dans presque tous les écrits récents sur le sujet, le savoir est identifié comme une source essentielle de productivité et de développement économique (OCDE 1996; Castells 1996). En cela, les écrits récents ne font que poursuivre une tradition de recherche en sciences économiques amorcée il y a déjà un demi-siècle, notamment par Lewis (1955), Denison (1962) et Kuznets (1965; 1966). Comme pour les écrits antérieurs, le problème ne réside pas tant dans la vérification de l'affirmation de l'importance du savoir (difficile à réfuter) mais dans la définition et la mesure rigoureuses du concept «savoir». En simplifiant, le savoir est traité, sur le plan conceptuel, comme un facteur de production distinct tout comme le capital et le travail. Cependant, cela ne résout pas pour autant les problèmes de mesure. En règle générale, ce sont des données sur les niveaux de formation (de la main-d'œuvre) ou les investissements consentis en R&D qui servent à évaluer le contenu en « savoir » des activités économiques. Ainsi, au Québec, on estime que les activités à savoir élevé (donc intensives en R&D et en capital humain ³) furent responsables de 46 % des nouveaux emplois créés entre 1984 et 1999 (MIC 2001).

Notre objectif ici n'est pas d'entrer dans un débat autour de la définition de l'économie du savoir. Il suffit d'admettre que le savoir (les connaissances, le progrès technologique, etc.) est un facteur essentiel de production, et donc de hausse de productivité. Ce facteur peut s'incarner dans le stock de capital, dans des écrits (tant sous forme papier que dans l'espace virtuel), mais surtout dans des êtres humains, sous forme de connaissances, expériences et intuitions cumulées. Le concept plus récent de « capital social » y ajoute, pour une collectivité, le stock cumulé de valeurs sociales, d'institutions et de relations informelles qui peuvent également contribuer à des hausses de productivité et à la création d'une société prospère. Il se développe actuellement une vaste littérature autour de ce concept - ainsi que son lien avec l'innovation et

³ Le concept de capital humain pose des problèmes analogues de définition et de mesure.

la croissance - (Asheim & Cooke 1999; Brown & Duguid 2000a; Edquist & Johnson 1997; Fukayama 1995) sans toutefois le cerner avec exactitude (Hudson 1999, Markusen 2000; Staber et Morrison 2000). Or, l'étendue du concept - le capital social est issu de la société entière ainsi que des interactions qui y opèrent - et le manque de précision qui en découle rendent toute prescription hasardeuse : l'on peut tout au plus argumenter, pour l'instant, qu'il s'agit là d'une forme de savoir (ou de savoir-faire) incarnée dans des personnes, des groupes de personnes, dans leur mémoire collective et dans leurs institutions.

Tous ces concepts et idées nous ramènent à un constat général qui résume bien l'état de nos connaissances (ou de notre ignorance) : le développement économique, dont le développement économique régional, demeure une affaire complexe, où des facteurs géographiques, sociaux, culturels et politiques s'entremêlent. Si les explications étaient simples et les recettes à appliquer faciles, il n'y aura plus de régions (ou pays) pauvres. L'essor de l'économie du savoir risque de rendre la chose encore plus complexe. Précisément par ce que le savoir est un facteur intangible et non palpable, inscrit dans la tête des gens et dans les mémoires collectives, il se prête difficilement à des exercices mathématiques de modélisation. Ce que les économistes appellent les « externalités » et les « effets de débordement » occupent une place importante dans la création et la transformation du savoir. Dans ce contexte, il est probable que le poids des externalités associées aux grandes villes sera encore plus important à l'avenir (Knight 1995); d'où aussi le glissement vers des modèles et concepts plus « soft » évoqué plus haut.

Capital humain, économies d'agglomération, effets cumulatifs

Si nous admettons la relation positive entre le stock de capital humain et la performance économique locale (également, difficile à contester, Shearmur 1998), l'émigration de travailleurs qualifiés et instruits des régions moins riches et moins denses vers des régions plus prospères et plus denses aura alors pour effet d'accentuer l'écart (en termes de potentiel de développement) entre les régions en cause. Or, cette dynamique aura encore plus d'importance à l'avenir, à mesure où le poids du capital humain s'accroît comme élément clé de l'avantage comparatif des régions. Tout comme les auteurs canadiens, les écrits sur les pays nordiques signalent l'émigration continue des populations jeunes (et plus instruites) des régions périphériques vers les régions centrales.

L'effet cumulatif de la concentration géographique des talents retient l'attention de plusieurs auteurs (Florida 1995; Hall 1999; Knight 1995; Porter, 1990;). Ils insistent sur le poids des externalités positives associées à l'accumulation de connaissances qui reposent souvent, à leur

tour, sur des réseaux de savoir dans des industries spécifiques (Asheim et Cooke 1999; Cox 1995; Brown et Duguid 2000b). L'accumulation sur plusieurs décennies de talents et d'entreprises donnera naissance à un avantage comparatif que d'autres régions auront beaucoup de difficulté à copier : l'avantage entraînera alors d'autres investissements. Le résultat final dépendra de la force cumulative du processus. Feldman (1994) insiste sur la relation entre l'innovation et l'espace; les lieux fortement créateurs d'innovations stimuleraient l'établissement de nouvelles entreprises innovatrices à proximité. Pour Krugman (1991), le lieu de concentration d'une industrie est, dans de nombreux cas, une forme d'accident historique mais, une fois le processus enclenché, l'avantage initial devient en quelque sorte « fixé », dû à des effets cumulatifs qui s'ensuivent.

Les activités associées à l'économie du savoir (donc très intensives en R&D et en capital humain) seraient, dans l'ensemble, encore plus sensibles aux économies d'agglomération que les secteurs plus traditionnels (Storper 1992; Markusen 1996). De nombreux auteurs signalent la forte concentration spatiale des activités innovantes et des secteurs à haut contenu de savoir (Audretsch et Feldman 1996; Coffey et Shearmur 1998; Delaplace 1993; Shearmur 1997). Parmi les raisons évoquées pour expliquer ces concentrations, on retrouve la diversité des sources (fournisseurs) de savoir; la présence d'un bassin de travailleurs spécialisés et instruits, la proximité de centres de recherches, ou encore la présence d'une ou plusieurs universités, et des associations industrielles (Breschi 2000; Lung et al 1999). Il n'est point nécessaire d'évoquer les cas de Silicon Valley ou la route 128 (autour de Boston) pour se convaincre du poids des économies d'agglomération dans les secteurs de pointe de l'économie du savoir.

La nouvelle vigueur des forces d'agglomération se manifeste surtout pour les secteurs à fort contenu à la fois artistique et technologique, parfois regroupés sous le libellé multimédia, ou encore « entertainment industry » en anglais. Ici, c'est le besoin d'une très grande diversité de talents à proximité qui explique, en bonne partie, le poids des forces d'agglomération. Qu'il s'agisse de tourner un film, une émission de télévision, ou encore de concevoir un vidéo clip ou une campagne de publicité, les talents requis (qu'il faudra alors réunir pour des périodes plus au moins courtes) peuvent être très disparates : chanteurs-compositeurs; rédacteurs; techniciens de caméra; ingénieurs, spécialistes en marketing et sondages, comédiens, musiciens, informaticiens en dessins animés, et ainsi de suite, selon la nature du produit. Faut-il alors s'étonner que ces secteurs d'activité soient fortement concentrés dans quelques grandes villes : Los Angeles (Hollywood) et New-York aux Etats-Unis; Toronto et Montréal au Canada ?

Le concept d'économie d'agglomération n'est guère nouveau. Il y a déjà un siècle, Alfred Marshall parlait des avantages d'un bassin de main-d'œuvre spécialisée et du bouillonnement d'idées et d'innovations propre au regroupement spatial de talents et d'entreprises (Jourdenais et Desrochers 1998; Brown et Duguid 2000b). Les économistes et les gourous en management

sont en train de redécouvrir l'importance des économies d'agglomération (Krugman 1991; Porter 1990, 1996; Quigley 1998), peut-être le meilleur indice du rôle stratégique qu'elles occupent dans l'économie du savoir. Le vocabulaire peut changer; ainsi parle-t-on aujourd'hui de « clusters », ou encore « grappes » en français, mais l'idée de base demeure inchangée. Il s'agit toujours de constater ou de qualifier les avantages, pour des secteurs d'activités données, de la concentration géographique. Les écrits sur les pays nordiques n'y font pas exception; Ivarsson (1999), dans une étude sur près de 300 filières étrangères en Suède, constate que plus de la moitié d'entre elles s'insèrent dans des « grappes ».

D'autres termes reviennent souvent dans littérature, selon les tendances idéologiques ou les affiliations disciplinaires des auteurs : « nouvelle division internationale du travail »; « production flexible »; « post-fordisme »; « villes globales »; « the network society »; etc. : Castells 1996; Esser et Hirsch 1989; Hall 1999; Sassen 1991; Storper et Scott 1992. Peu importe le vocabulaire employé ou le schème d'analyse choisi (marxiste; néoclassique; etc.), tous renvoient à une même réalité : l'évolution des économies modernes favorisera certaines régions plus que d'autres. Tous nous parlent, avec des discours divers, de l'importance des réseaux, des synergies, des lieux de créativité et de diversité et des concentrations de talents et de cerveaux. Comment entrevoir l'avenir des régions périphériques, peu denses et éloignées des grands centres, dans cette économie du savoir en évolution ? Les premiers indices ne sont guère encourageants. Même la soi-disant nouvelle division internationale du travail (avec des multinationales qui déménagent leurs usines au gré des modes) qui, à la limite, pourra profiter aux régions à bas salaires, ne sera guère d'un secours pour la plupart des régions périphériques, car les salaires y sont souvent plutôt élevés à cause de la forte intensité en capital des activités axées sur l'exploitation et la transformation des matières premières.

Il faut toutefois noter que la concentration géographique n'est pas une fatalité. L'emballement autour des notions comme grappes ou « clusters » occulte d'autres considérations plus traditionnelles. Malmberg et al (2000), dans leur étude empirique détaillée sur les entreprises exportatrices suédoises, soulignent l'importance des économies d'échelle internes aux entreprises. Les coûts de transports, qui, dans un contexte d'économie immatérielle, peuvent effectivement mener à la concentration spatiale (Krugman, 1995), sont un facteur de dispersion pour des secteurs économiques reposant sur l'exploitation de ressources difficilement transportables - surtout si le produit fini est, lui, plus facile à transporter (Dicken et Lloyd, 1990). Malgré les tendances récentes, et malgré l'engouement parfois peu critique qui entoure le discours sur l'innovation, les réseaux et la concentration spatiale, il y a un manque d'études empiriques détaillées permettant de les évaluer (Malmberg et al 2000; Staber et Morrison 2000), de comprendre leur impact sur différents secteurs et activités économiques, et, surtout,

de les évaluer par rapport aux autres facteurs de localisation et de croissance qui continuent à opérer.

L'impact des nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC)

Que dire de l'impact probable des NTIC ? Les NTIC, en réduisant les coûts des communications, ne devraient-elles pas réduire le poids de la distance ? On est alors en droit d'espérer que l'arrivée des NTIC (courrier électronique, Internet, etc.) favorisera les régions éloignées. Toutes les entreprises, en région comme dans les grandes villes, jouiront à l'avenir d'un accès égal aux informations. Il suffit de se doter d'un PC et de s'abonner à un serveur. Les études sur la question restent encore rudimentaires, mais les conclusions vont plutôt dans le sens contraire; il semble que les NTIC auront pour effet d'accélérer les forces de centralisation et de concentration géographique (Castells 1996; Glaeser 1998; Gaspar et Glaeser 1998; Jourdenais et Durocher 1998). Comment expliquer cette conclusion ?

L'impact centralisateur des NTIC repose surtout sur deux constats :

- 1) les NTIC augmentent les possibilités de gestion centralisée des opérations, notamment pour les activités sensibles aux économies d'échelle (Dicken 1998);
- 2) les NTIC ne sont pas des substituts aux communications interpersonnelles directes, mais plutôt des compléments, suscitant une nouvelle demande (Graham et Marvin 1996; Gillepsie et Richardson 2000). Regardons à tour de rôle ces deux éléments d'explication.

Il est vrai que les NTIC réduisent les coûts des communications et donc, en principe, les contraintes associées à la distance. Cependant, elles le font dans les deux sens. Qui en tirera davantage profit : la grande ville ou la région périphérique ? L'effet net (en termes de transferts d'opérations et d'emplois) dépendra des conditions de production de l'activité en cause. Si l'activité en cause est décentralisée (donc, présente en région) à cause des coûts associés à la gestion et la commercialisation à distance, l'introduction de NTIC peut alors avoir pour effet de provoquer une centralisation des activités dans la grande ville (dans la mesure où la grande ville constitue l'endroit le plus efficace pour les activités de gestion et de coordination). Deux exemples suffiront pour illustrer ce point. L'introduction des NTIC dans le secteur bancaire, dont l'introduction des guichets automatiques, peut avoir pour effet de réduire le poids relatif des emplois en région (chargés des contacts directs avec les clients), à mesure que les opérations de traitement de données, d'analyse et de décision se centralisent dans la grande ville (O'Brien 1992). Un raisonnement analogue peut s'appliquer aux activités de distribution

(commercialisation; commerce de gros) où l'arrivée des NTIC peut favoriser la gestion centralisée des stocks et des opérations, au détriment des activités locales de distribution. Tout dépend des conditions de production de l'activité en cause. Or, nous avons vu dans les sections précédentes que l'évolution des économies modernes favorise plutôt les activités sensibles aux économies d'agglomération. Si tel est le cas, l'introduction des NTIC aura pour effet d'accélérer les tendances de concentration géographique.

N'est-il pas raisonnable de penser que les NTIC réduiront, à l'avenir, les besoins de contacts interpersonnels (l'une des fonctions centrales de la grande ville), et donc les besoins pour les agents économiques de se déplacer ? Lorsqu'on s'écrit par courriel, on n'a pas besoin de se rencontrer. En poursuivant la même logique, l'on aura donc moins besoin de lieux de rencontre à l'avenir. Or, il semble que c'est l'inverse qui se produit : les NTIC, loin de se substituer aux contacts interpersonnels directs, ont plutôt pour effet de créer des nouveaux besoins (Graham et Marvin 1996; Gillespie et Richardson 2000; Niles 1994). Ici, l'analogie avec l'impact du téléphone est révélatrice. L'introduction du téléphone n'a pas eu pour effet de ralentir les tendances d'urbanisation et de concentration géographique; bien au contraire. Comme pour le téléphone naguère, la possibilité de communiquer par voie électronique crée des besoins nouveaux pour des rencontres et des contacts. L'essor du trafic aérien et la prolifération des rencontres d'affaires (conventions, foires, congrès, etc.) en sont les indices les plus évidents. L'effet centralisateur de la demande croissante pour des déplacements (nationaux et internationaux) est accentué par le poids des économies d'échelle dans le transport aérien, qui favorise la concentration des services dans quelques nœuds où les marchés sont les plus denses.

Notons aussi que l'effet de réduction de coût des NTIC se limite largement aux communications; c'est à dire, au coût de transport de l'information. Le coût de transport des marchandises et des personnes n'est guère affecté. Or, le commerce des régions périphériques porte presque exclusivement sur des marchandises, souvent plutôt lourdes (lingots, minerais, bois, etc.) ou périssables (poissons et fruits de mer; denrées alimentaires). Aucun grand changement technologique ne s'annonce à l'horizon, ni pour le déplacement des personnes, ni pour le transport des marchandises. Le poids de la distance continuera alors à peser sur les activités économiques fortement tributaires des transports (des personnes ou des biens). De plus, si comme le suggère Glaeser (1998), le coût d'opportunité du temps (le coût implicite que nous accordons au temps perdu) est en train de croître dans les sociétés industrialisées, il s'ensuit que le coût d'opportunité des déplacements s'accroîtra en parallèle. Les NTIC ne mettront pas fin à ce que d'aucuns appellent la tyrannie de la distance.

La confusion autour de l'impact probable des NTIC tient, en partie, à un problème d'échelle d'analyse et donc, à nouveau, à la façon de découper le territoire. Les auteurs qui évoquent le

potentiel décentralisateur des NTIC, dont le potentiel du télétravail, se situent implicitement à l'intérieur d'un rayon géographique limité (Jourdenais et Durocher 1998). Le fait de pouvoir travailler à la maison devant son PC, ou encore la possibilité pour une entreprise de se localiser à l'extérieur de la grande ville, ne réduira pas forcément le besoin de rencontres ou de déplacements. À la lumière des deux paragraphes précédents, il est plutôt raisonnable de penser que le besoin de contacts (avec la grande ville) restera important et que le coût (monétaire et autre) des déplacements continuera à agir comme un frein. Il est à noter que certains chercheurs (notamment Beyers 2000; Beyers et Lindhal 1996) ont documenté la présence, en milieu rural éloigné, de services supérieurs : cette présence est rendue possible par les NTIC, mais aussi par plusieurs autres facteurs importants. En effet la plupart des prestataires de tels services ont acquis leur expertise et construit leurs réseaux dans les grands centres urbains, pour ensuite s'installer dans une région éloignée. De plus, la proximité à un aéroport desservant un centre aérien majeur (un 'hub' tel que Chicago, New York ou Los Angeles) est importante (Echeverri-Carroll et Brennan 1999), car le contact face-à face avec les clients et fournisseurs demeure de première importance.

Une étude récente portant sur les régions éloignées des Highlands écossaises (Newland & Ward 1999) apporte une confirmation empirique à ces considérations : ces auteurs concluent, à partir d'une étude de 167 entreprises, que

"le déploiement de nouvelles technologies de télécommunication a augmenté l'efficacité des entreprises dans les Highlands, mais ceci est vrai partout, au niveau national et international. Rien ne laisse entendre que le taux de changement soit plus rapide dans les Highlands qu'ailleurs. ... La dotation d'une région en infrastructures de télécommunication avancées ne suffit pas pour assurer la décentralisation de l'activité économique (Newland & Ward, p. 269)..."

À notre avis, ce constat résume en quelques phrases le dilemme des NTIC en régions éloignées. Le potentiel de décentralisation existe, mais son rayon de possibilités se limitera, sauf cas spécifique, à une heure (grosso modo) de voyage autour de la grande ville en cause, soit à une limite de 100 à 150 km. Les régions qui nous préoccupent se trouvent, précisément, à l'extérieur de cette limite.

Conclusions préliminaires

Notre analyse, quoique encore préliminaire, ne nous incite guère à l'optimisme quant à l'avenir des régions périphériques dans ce qu'il convient d'appeler l'économie du savoir. Les « nouveaux » facteurs de développement continuent à favoriser les grands centres urbains. Les

activités en croissance associées à l'économie du savoir restent très sensibles aux économies d'agglomération. Les NTIC, loin de promouvoir la décentralisation des populations et des activités économiques, risquent plutôt d'accélérer la tendance à la concentration géographique dans les grandes villes et dans les régions proches qui les entourent. Dans une économie où la valeur ajoutée est de plus en plus tributaire du savoir, les entreprises iront là où se trouve et où se renouvelle le savoir. Pour les régions périphériques, l'effet cumulatif (négatif) de l'émigration des jeunes et des cerveaux risque d'être encore plus nuisible à l'avenir.

Regardons maintenant comment les régions périphériques nord-européennes ont évolué face aux nouvelles réalités, en regardant plus spécifiquement la Finlande, la Suède, la Norvège et l'Écosse.

PARTIE 2 - LES RÉGIONS NORDIQUES DE L'EUROPE

Cette partie comporte deux sections. La première est une synthèse de la littérature portant sur les pays étudiés, et plus particulièrement sur l'économie de leurs régions périphériques nordiques. La deuxième partie présente des statistiques pour les pays, ainsi que pour les régions périphériques, permettant une comparaison chiffrée de ces territoires en termes d'économie, de population et de certains indicateurs socio-économiques.

2.1 Profils des pays étudiés

L'information contenue dans cette première section provient essentiellement de la UE (observatoire LEADER : www.rural-europe.aeidl.be), du Nordic Council of Minister (NCM, 1997; 1999) ainsi que de Russwurm (2000) pour la Norvège. Toutes les autres sources sont mentionnées directement dans le texte.

La Finlande

Ce petit pays de 5,1 millions d'habitants est le plus septentrional d'Europe puisqu'il est situé presque tout entier entre les 60° et 70° degrés de latitude Nord et que le quart de son territoire se trouve au-dessus du cercle polaire arctique. Les paysages sont marqués par les lacs qui occupent près de 10 % du territoire et par le couvert forestier qui représente environ 65 % de la superficie totale.

En l'occurrence, le bois est au cœur d'une série de puissantes industries qui font de la filière forestière et de ses prolongements manufacturiers l'un des principaux secteurs économiques du pays et le plus grand secteur d'exportation. Ainsi, la Finlande fournit des bois sciés, du contre-plaqué, des panneaux de particules, des pièces de menuiserie, des maisons préfabriquées, des panneaux de fibre de bois ainsi que du papier (deuxième rang mondial après le Canada) et des cartons. D'autres activités ont une grande place dans l'économie finlandaise. Ainsi, les secteurs de la métallurgie et de la construction mécanique emploient 35 % de la main-d'œuvre industrielle et occupent le deuxième rang en valeur des exportations.

Les industries électrotechniques et électroniques constituent un autre pôle important, avec notamment le succès mondial de la firme Nokia (téléphones mobiles) qui est la principale firme exportatrice du pays. Fait intéressant, la firme Nokia détient une importante usine dans la petite ville de Oulu (100 000 hab.), ville située à 600 km au Nord de la capitale et qui ne semble pas souffrir de son éloignement. Cette ville portuaire (le port fut fondé en 1531) est une porte

d'accès vers la Baltique pour l'arrière pays finlandais, et aussi un lien de la Baltique vers les régions arctiques et Barents. Mais outre ce rôle 'classique', la ville a su développer un noyau d'entreprises high-tech autour de son université. Cette université, avec 13 000 étudiants et 3 000 employés, est d'ailleurs un élément structurant de la ville. En 1996, dans un contexte où la migration nette à partir de l'ensemble du nord de la Finlande est de -3703 personnes, la ville de Oulu a bénéficié d'un gain de 1372 personnes (Ville d'Oulu, 1998). Il est donc clair que cette ville joue non seulement le rôle de place centrale pour le Nord, mais aussi - jusqu'à un certain point - celui de moteur économique : à ce titre elle mérite une étude plus approfondie.

La Finlande est l'un des pays d'Europe qui a le plus souffert de la crise économique des années 90 (Tervo 1998), et plusieurs régions ont durement subi la perte du marché de l'Union Soviétique (Eskelinen et al. 1997). Les zones rurales et périphériques ont particulièrement été touchées. Le taux de chômage y dépassait largement la moyenne nationale de 16 % enregistrée en 1996. Dans certains villages de Laponie, le nombre des sans-emploi atteignait même 50 % des actifs. Même si la situation semble se redresser peu à peu, les régions périphériques finlandaises souffrent toujours d'un taux de chômage nettement plus élevé que la région de la capitale.

La Suède

La Suède est le plus vaste et le plus peuplé des États scandinaves. Sa population compte 8 816 381 habitants qui sont très inégalement répartis selon un clivage Nord-Sud : la moitié sud du pays abrite l'essentiel de la population, concentrée dans trois grands centres urbains (Stockholm, Göteborg et Malmö) et de nombreuses petites villes. Cette répartition s'explique par une forte tendance à l'urbanisation qui a commencé dans les années 50. Les milieux ruraux ont connu un déclin démographique quasi continu jusqu'à la première moitié des années 80, avant de connaître un léger changement de tendance. Néanmoins, si certaines régions rurales ont vu leur population s'accroître, ce sont surtout les zones relativement périurbaines qui en ont profité, les régions périphériques enregistrant toujours des pertes (Persson 2000).

On peut diviser les régions rurales suédoises en trois groupes industriels particuliers. Les régions nordiques ont une très faible densité de population mais sont très bien pourvues en ressources forestières et minières. La sidérurgie, la métallurgie, le papier et le bois d'œuvre représentent les principaux secteurs exportateurs de l'économie suédoise. Le Sud du pays, qui comprend aussi un bon couvert forestier, réalise l'essentiel de la production agricole, particulièrement l'élevage. Enfin, « l'archipel suédois », soit l'ensemble des îles suédoises, constitue un milieu propice à de nombreux loisirs.

La Norvège

La Norvège, qui ne compte que 4,4 millions d'habitants, est le seul pays étudié qui ne fait pas partie de l'Union Européenne. Les deux villes principales sont Oslo (capitale comptant 0,9 million d'habitants) et Bergen (important port et centre pétrolier comptant 200 000 habitants). Durant la première moitié des années 90, la région Oslo-Akershus a connu la plus forte croissance de population en provenance des autres régions. Néanmoins, le déclin démographique des régions du Nord en faveur du Sud s'est considérablement amoindri entre les années 80 et 90. Cette situation n'est pas nécessairement un signe de développement économique durable. La Norvège profite abondamment de la hausse des prix du pétrole qui l'a grandement aidé à traverser la période 1990-1998 avec une croissance économique quasi continue. De même, la dichotomie Nord-Sud est toujours présente sur le plan de l'emploi puisque les régions du Nord ont un taux de chômage qui demeure bien au-dessus de celui du Sud. Tromsø, la ville la plus importante du Nord de la Norvège, compte 50 000 habitants et dépend essentiellement des emplois de services publics (gouvernements régionaux et locaux, universités).

Environ un tiers des exportations norvégiennes proviennent du pétrole et du gaz naturel. Cet avantage a aussi permis le développement d'industries hautement consommatrices d'énergie telles que la métallurgie (aluminium, ferro-silicium), les produits chimiques de base et la transformation du bois. La Norvège possède aussi une grande expertise en construction de navires et de plates-formes pétrolières. Enfin, la pêche et ses produits dérivés représentent une part non négligeable de ses exportations, sans oublier une partie essentielle de l'emploi dans les régions côtières et périphériques.

Cette dépendance de la Norvège face aux ressources naturelles, et particulièrement au pétrole et au gaz naturel, suscite quelques craintes pour les années à venir. Au cours des dernières années, d'autres branches de l'industrie mécanique (notamment les entreprises fabricant des articles électriques et électroniques) ont pris une importance accrue dans le commerce international de la Norvège. Néanmoins, la performance de ces industries est très loin des entreprises finlandaises et suédoises. À titre d'exemple, il a été estimé que les entreprises suédoises sont deux fois plus innovatrices que les norvégiennes, alors que les dépenses publiques de la Finlande en R&D sont le double de celles de la Norvège (Tron 2000). Une autre source d'inquiétude concerne principalement le déclin des jeunes et des femmes dans les régions rurales agricoles (RTN, 2000b).

L'Écosse

Contrairement aux autres pays mentionnés, l'Écosse n'est pas divisée entre le Nord et le Sud, mais plutôt entre son centre et le reste du pays, ainsi qu'entre l'Est et l'Ouest. Le territoire écossais se divise donc en deux parties : les « Basses-Terres écossaises » (« Lowlands Scotland ») au Sud et « Hautes-Terres » (« Highlands ») incluant les îles, au Nord. Les Highlands et îles écossaises comprennent les hautes terres du nord et de l'ouest de l'Écosse et environ 90 îles habitées. À l'est des Highlands se trouve la région du Grampian, celle qui profite de la rente liée au pétrole de la mer du Nord. La population rurale de l'Écosse est répartie dans une multitude de petites communautés très souvent isolées, non seulement par rapport aux grands centres que sont Glasgow et Edinburgh, mais également par rapport aux petites villes dont elles dépendent. Les difficultés de transport et de communications amplifient cet isolement et sont un obstacle à la mise en place et au maintien de services de base.

Ces régions vivent essentiellement du secteur primaire, en particulier l'élevage et l'agriculture, mais aussi la pêche, la pisciculture et l'exploitation forestière. La plupart de ces secteurs voient leur viabilité continuellement remise en question, notamment du fait de la baisse des prix mais aussi suite à certaines crises comme la maladie de la vache folle. Récemment, l'accent a été porté sur l'exploitation du patrimoine naturel et culturel comme source de croissance grâce au tourisme.

Au plan démographique, on observe un certain gain attribuable aux nouveaux modes de vie qui ont conduit des personnes, souvent instruites et qualifiées, à s'installer ou à se réinstaller dans des régions rurales. Néanmoins, ce phénomène ne touche pas les régions les plus périphériques (par exemple, les îles Hébrides et Shetland, comtés de Lochaber, Caithness et Sutherland au nord ainsi que le Galloway au sud) où persiste un exode des jeunes et des forces les plus dynamiques.

2.2 Analyses statistiques pour l'Écosse, la Suède, La Norvège et la Finlande

Malgré la profusion de statistiques, la collecte de données et d'informations comparables concernant les régions européennes reste problématique, car la Norvège ne fait pas partie de l'Union Européenne et l'Écosse ne fait pas partie du Conseil des ministres nordiques (NCM). Étant donné qu'une simple revue de la littérature ne nous permet pas d'établir des comparaisons, nous présentons ci-dessous des données pour les pays et les régions semblables aux régions éloignées du Québec et du Canada atlantique; ces données proviennent de sources disparates mais compilées de manière à fournir des éléments de comparaison. Pour les fins de cette description, le rapport de l'Union Européenne sur la

situation socio-économique européenne (UE 2000) a servi de point de départ ainsi que le profil des régions nordiques du *Nordic Council of Ministers* (NCM 1997) et l'étude de Copus et al (2000) sur la périphérie nordique. De plus certains sites web, comme celui du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER, <http://www.inforegio.cec.eu.int>) sont des sources d'informations utiles.

Les régions suivantes ont été retenues (voir carte 1 en annexe, à laquelle correspond la numérotation) :

Suède : Övre Norland (4), Mellestra Norland (5) et Norra Mellansverige (6). Il faut noter que la région Norra est située relativement près de Stockholm (la partie la plus proche étant à environ 120km de la capitale). Elle comprend une zone côtière au nord de Stockholm ainsi que l'arrière-pays éloigné de la capitale en direction de la Norvège. Les deux premières (les plus nordiques), s'étendent de la Baltique jusqu'à la frontière norvégienne.

Finlande : Pohjois-Suomi (3), Itä-Suomi (2) et Vali-Suomi (1). La région Pohjois, la plus nordique, possède une partie côtière baltique, et s'étend à l'est vers la Russie, au nord vers la Norvège, et à l'ouest vers la région suédoise Övre Norland. La région Itä-Suomi est située à l'intérieur des terres à la frontière avec la Russie, et la région Vali-Suomi s'étend de la Baltique jusqu'à la région Itä-Suomi.

Écosse : Highlands & Islands (10) et Grampian (11). La région Highlands & Islands est située au Nord-ouest de l'Écosse, et comprend les terres-hautes ainsi que les îles du nord. La région Grampian, à l'est, comprend Aberdeen et les zones d'exploitation pétrolière de la mer du Nord.

Norvège : Trondelag (9), Nordland (8) et Troms (7). Ces régions constituent la bande côtière qui longe la mer du Nord et qui entoure la partie nord de la Suède, à l'exclusion de la région la plus nordique (Finnmark).

Survol statistique

Afin de situer les régions périphériques du nord de l'Europe dans un contexte plus large, nous dressons, à partir de données publiées dans des sources disparates, un bref portrait statistique de l'Écosse, la Suède, la Finlande et la Norvège.

Tableau 1 - PIB par habitant (Europe des 15 = 100, à parité de pouvoir d'achat, PPP)

	Écosse	Suède	Finlande	Norvège
1986	92,4	111,5	99,7	-
1996	98,3	101,2	96,9	123*
crois.	+6,4%	-9,3%	-2,8%	+ 10%*

* Les chiffres de PIB/hab pour la Norvège sont de 1994. La croissance est pour la période 1991 à 1994.

Source : UE, 2000; calculé à partir de *Nordic Council of Ministers*, 1997.

Il existe des différences importantes en termes de PIB par habitant entre les quatre pays retenus, ainsi que des fluctuations importantes par rapport à la moyenne de l'Europe des 15. Au cours de cette période, des changements structurels ont eu lieu au sein de ces pays, surtout en Suède et en Finlande. En effet, la Suède a démantelé ses contrôles sur les flux de capitaux, entraînant, vers la fin des années 1980, de grands mouvements de fonds suédois vers l'étranger. En parallèle, la libéralisation de l'économie a entraîné une restructuration profonde du système social suédois qui était - et reste encore - fortement basé sur des principes redistributifs. La Finlande, quant à elle, a subi directement les conséquences de la chute du mur de Berlin et de la crise en ex-URSS, entraînant une perte importante de marchés. Par contre, la Norvège et l'Écosse bénéficient toutes deux de la rente pétrolière, et, surtout en Norvège, l'industrie de la pêche demeure assez rentable (SMEPOL, 1999; NCM, 1997).

Les comparaisons de niveau de PIB doivent être effectuées avec précaution - malgré l'utilisation courante dans la littérature de comparaisons avec la moyenne de l'Europe des 15 (NCM, 1997; UE, 2000). En effet, ces comparaisons (sur la base de parité du pouvoir d'achat) nécessitent la conversion de revenus en une métrique commune. De ce fait, la hausse du PIB écossais serait, par exemple, en partie attribuable au renforcement de la livre sterling, et ce, malgré les efforts (en termes statistiques) pour minimiser l'effet de ce phénomène. De même, l'effondrement de la couronne suédoise et du mark finlandais vers le début des années 1990 (NCM, 1997) explique en partie la baisse du PIB par habitant.

Tableau 2 - Population totale ('000)

	Écosse	Suède	Finlande	Norvège
1980	-	8 302	4 792	4 079
1990	5 027	8 526	4 975	4 233
1995	5 128	8 837	5 117	4 370
hab/km2	66	22	17	14
% 80 à 95		+6,4%	+6,8%	+7,1%

Source : UE, 2000; calculé à partir de NCM, 1997; Copus et al, 2000.

Dans les trois pays scandinaves la population a crû modestement entre 1980 et 1995.

Tableau 3 - Structure d'âge et éducation 1997

	Écosse	Suède	Finlande	Norvège
moins de 15 ans	18,8%	18,8%	19,0%	19,7%
15 à 64	66,0%	63,7%	66,7%	64,6%
65 et +	15,2%	17,5%	14,3%	15,8%
éd. élevée	26%	28%	19%	-
éd. basse	37%	23%	37%	-

Éducation basse : équivalent au niveau secondaire ou moins.

Éducation élevée : équivalent à un niveau d'éducation au delà du collégial (p. 64, UE, 2000).

Source : UE, 2000 et Copus et al, 2000.

Les profils d'âge des populations écossaise et finlandaise sont similaires, la population écossaise étant légèrement plus âgée. En Suède et en Norvège, la proportion de la population d'âge actif est basse, tandis que la proportion de personnes âgées de plus de 65 ans est relativement forte.

Tableau 4 - Structure économique (% d'emplois), 1997

	Écosse	Suède	Finlande	Norvège
Agriculture, pêche, forêts	2,7%	3,1%	7,7%	4,7*
Industrie	25,7%	25,8%	27,3%	23,2*
Tertiaire	71,4%	70,9%	64,6%	72,1*
TOTAL des emplois	2 301	3 813	2 126	2 041
ratio population 95 : emploi 97	2,23	2,32	2,41	2,14
chômage 87	14,6%	-	-	-
chômage 97	8,0%	10,4%	14,8%	4,1%

* pour la Norvège, les chiffres sont de Copus et al (2000), et représentent les secteurs Primaire, Manufacturier et Tertiaire. Les chiffres norvégiens sont fournis à titre indicatifs, mais la différence de nomenclature rend toute comparaison avec les trois autres pays (ainsi qu'avec les chiffres du tableau 8) hasardeuse.

Sources : UE (1999) et Copus et al. (2000).

En termes de structure économique, la Finlande se démarque par sa forte proportion d'emplois dans les secteurs liés aux ressources renouvelables et la faible tertiarisation de son économie. La Norvège a un taux de chômage très bas et un taux de dépendance (nombre de personnes par emploi) également faible. L'Écosse se rapproche plutôt de la Norvège en termes de taux de chômage et de dépendance, tandis que la Suède, et surtout la Finlande, souffrent de chômage élevé et ont une population moins engagée dans les activités économiques.

2.3 Analyses statistiques pour les régions périphériques retenues

Les régions périphériques du nord de l'Union Européenne

L'ensemble des régions de l'UE retenues, les régions périphériques du nord de l'Europe, font l'objet d'interventions au niveau européen. Les parties intérieures des régions suédoises et finlandaises étaient visées, jusqu'en 2000, par l'objectif 6 de la FEDER⁴ : ce sont des régions très peu peuplées (densité par habitant inférieure à 8 habitants au km²). La plupart de leurs zones côtières étaient visées par l'objectif 2 (régions spécialisées en industries manufacturières avec un taux de chômage supérieur à la moyenne de l'UE et un déclin en emploi manufacturier)

⁴ Ici, les 'objectifs' servent à caractériser de manière sommaire la nature des régions retenues (voir partie 3).

ou l'objectif 5b (régions avec un bas PIB par habitant, des tendances à la dépopulation, et une spécialisation agricole) .

En Écosse, la partie ouest du Grampian (la plus éloignée des régions pétrolières) est visée par l'objectif 5b, tandis que la région Highlands & Islands est visée par l'objectif 1. Ce dernier vise les régions à bas PIB par habitant (moins de 75 % du PIB européen moyen) ou toute autre région méritant une attention particulière. Cette classification, qui diffère de celle des régions suédoises et finlandaises, n'indique pas nécessairement une différence fondamentale entre les régions, car l'objectif 6 a été créé lors de l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'UE, et seules les régions de ces nouveaux pays y sont éligibles. Depuis 2000, les régions scandinaves ont d'ailleurs rejoint les régions écossaises dans l'objectif 1 du plan 2001-2006 (voir partie 3).

Les régions norvégiennes ne rentrent pas dans ce schéma de classification compte tenu du fait que la Norvège ne fait pas partie de l'UE.

Présentation des tableaux

Les tableaux sont présentés ci-dessous avec quelques commentaires, mais l'objectif principal de cette section est de présenter des compilations originales de données permettant de comparer ces régions entre elles et, surtout, de les comparer par la suite aux régions canadiennes à l'étude.

Tableau 5a - PIB par habitant (Europe des 15 = 100, à parité du pouvoir d'achat)

	Écosse		Suède			Finlande			Norvège		
	H&I	Gramp.	Övre	Mell.	Norra	Pohj.	Itä	Väli	Trond	Nord	Troms
1986	86,2	121,6	109,2	110,8	103,0	86,8	83,5	88,5	-	-	-
1996	80,1	126,0	96,9	99,3	97,0	82,7	74,1	83,1	101,7*	96,0*	107,0*
delta	-7,1%	+3,6%	-11,2%	-10,3%	-5,9%	-4,8%	-11,3%	-6,1%	+11,5%*	+12,0%*	+10,0%*

Tableau 5b - PIB par habitant (par rapport au PIB/habitant national)

	Écosse		Suède			Finlande			Norvège		
	H&I	Gramp.	Övre	Mell.	Norra	Pohj.	Itä	Väli	Trond	Nord	Troms
1986	0,93	1,32	0,98	0,99	0,92	0,87	0,84	0,89	-	-	-
1996	0,81	1,28	0,96	0,98	0,96	0,85	0,76	0,86	0,83*	0,78*	0,87*
delta	-0,12	-0,03	-0,02	-0,01	0,03	-0,02	-0,07	-0,03	+0,01*	+0,02	0,00

* Les chiffres de PIB/hab pour la Norvège sont de 1994. La croissance est indiquée pour la période 1991 à 1994. Dans le tableau 5b 'delta' est la différence entre la croissance régionale et la croissance norvégienne.

Source : UE, 1999; calculé à partir de *Nordic Council of Ministers*, 1997.

Ce sont les régions côtoyant la mer du Nord - en Norvège et en Écosse, qui se distinguent par leur niveau élevé de PIB par habitant (tableau 5a). Les régions suédoises, bien que proches de la moyenne européenne, ont subi de forts déclin durant la période 1981 à 1997, tout comme les régions finlandaises et les Highlands écossais. Bien que la période de calcul soit différente, il est clair que les régions périphériques norvégiennes bénéficient d'une croissance marquée de leur PIB par habitant. Par rapport à la moyenne nationale (tableau 5b), en dehors de la Norvège toutes les régions sont en recul, à l'exception de Norra en Suède. En Norvège, malgré une légère progression des régions périphériques par rapport à la moyenne nationale, ces régions accusent un retard important, semblable à celui en Finlande.

Dans l'ensemble, les régions éloignées au nord de l'Europe ont une population stable (tableau 6a); mais, alors que certaines régions accusent de légères pertes de population, certaines - et plus particulièrement le nord de la Finlande - ont vu croître de manière importante le nombre de résidents. Parmi les régions retenues, le Grampian se démarque par sa densité de population élevée. Il est à souligner que, mis à part la région Pohjois, les régions périphériques ont une croissance de population inférieure à la croissance nationale, et leur poids par rapport à leur pays est en diminution marquée (tableau 6b) : autrement dit, ces régions sont en déclin relatif, même si toutes ne sont pas en déclin absolu.

Tableau 6a - Population totale ('000)

	Écosse		Suède			Finlande			Norvège		
	H&I	Gramp	Övre	Mell.	Norra	Pohj.	Itä.	Väli.	Trond.	Nord.	Troms
1980	-	-	510	403	865	513	705	676	371	244	147
1990	-	-	516	397	862	544	707	699	378	239	147
1995	280	531	526	393	862	558	703	704	384	241	151
hab/km2 (95)	9,2	61,0	3,4	5,5	13,4	4,1	8,3	15,1	13,1*	9,8*	6,7*
% 80 à 95	-	-	+3,1%	-2,5%	-0,4%	+8,8%	-0,3%	+4,1%	+3,5%	-1,2%	+2,7%

Tableau 6b - Population en termes de % de la population nationale

	Écosse		Suède			Finlande			Norvège		
	H&I	Gramp	Övre	Mell.	Norra	Pohj.	Itä.	Väli.	Trond.	Nord.	Troms
1980	-	-	6,14%	4,85%	10,42%	10,71%	14,71%	14,11%	9,10%	5,98%	3,60%
1990	-	-	6,05%	4,66%	10,11%	10,93%	14,21%	14,05%	8,93%	5,65%	3,47%
1995	5,5%	6,0%	5,95%	4,45%	9,75%	10,90%	13,74%	13,76%	8,79%	5,51%	3,46%

* Le nombre d'habitants au kilomètre carré est estimé pour les régions norvégiennes.

Source : UE, 1999; calculé à partir de NCM, 1997.

Les structures d'âge des régions pour lesquelles nous avons des données diffèrent entre elles (tableau 7a), mais ces différences sont compatibles avec les différences entre pays notés ci-dessus.

Tableau 7a - Structure d'âge et éducation 1997

	Écosse		Suède			Finlande			Norvège		
	H&I	Gramp.	Övre	Mell.	Norra	Pohj.	Itä.	Väli	Trond.*	Nord.	Troms
moins de 15 ans	19,8%	19,0%	19,2%	18,0%	18,4%	22,0%	18,8%	19,8%	20,4%	20,0%	20,3%
15 à 64	64,7%	67,0%	64,1%	62,2%	62,0%	65,8%	65,4%	64,5%	62,8%	63,6%	65,8%
65 et +	15,5%	14,0%	16,7%	19,5%	19,8%	12,3%	15,8%	15,7%	16,8%	16,4%	13,9%
ed. élevée	28%	29%	26%	23%	21%	20%	18%	18%	-	-	-
ed. basse	34%	35%	20%	24%	24%	23%	28%	29%	-	-	-

Tableau 7b - Structure d'âge et éducation 1997, % national = 1,00

	Écosse		Suède			Finlande			Norvège		
	H&I	Gramp.	Övre	Mell.	Norra	Pohj.	Itä.	Väli	Trond.*	Nord.	Troms
moins de 15 ans	1,05	1,01	1,02	0,96	0,98	1,16	0,99	1,04	1,04	1,02	1,03
15 à 64	0,98	1,02	1,01	0,98	0,97	0,99	0,98	0,97	0,97	0,98	1,02
65 et +	1,02	0,92	0,95	1,11	1,13	0,86	1,10	1,10	1,06	1,04	0,88
ed. élevée	1,08	1,12	0,93	0,82	0,75	1,05	0,95	0,95	-	-	-
ed. basse	0,92	0,95	0,87	1,04	1,04	0,62	0,76	0,78	-	-	-

* la structure d'âge de Trondelag est pour la partie nord seulement.

Source : UE, 2000 et Copus et al (2000).

Dans la plupart des régions, sauf Grampian, Övre et Troms, la proportion de la population d'âge actif est plus faible que la proportion nationale (tableau 7b). De même, sauf en Grampian, Övre, Pohjois et Troms, la proportion de personnes âgées est plus forte. Le Pohjois, qui incorpore le territoire Lappi, se démarque comme étant la seule région avec une proportion de jeunes sensiblement plus élevée que la moyenne nationale, mais il est à noter que les trois régions norvégiennes bénéficient d'une proportion de jeunes assez élevée. En somme, les régions périphériques nordiques ont une population vieillissante et moins de population d'âge actif que le reste de leurs pays respectifs. Les exceptions à ce schéma sont Troms, Pohjois, Övre et Grampian.

Des différences importantes existent entre les régions étudiées en termes de structures économiques et d'emploi (tableau 8). Les régions suédoises et norvégiennes sont beaucoup plus tertiaisées que les régions écossaises et finlandaises, et ceci ne reflète pas nécessairement la structure économique nationale (tableau 4). Alors que les régions de ces deux pays ont moins de 68 % de leurs emplois dans les secteurs de services, les régions suédoises et norvégiennes, à l'exception de Norra (67,5 %), ont plus de 70 % de leurs emplois dans ces secteurs. En Norvège on retrouve des hauts pourcentages de services marchands (en particulier des services aux entreprises); en Suède ce sont les services publics (incluant gouvernement, éducation, services médicaux, etc.) qui sont fortement représentés en région.

Tableau 8 - Structure économique, 1994 (% d'emplois)

	Écosse*		Suède			Finlande			Norvège		
	H&I	Gramp.	Övre	Mell.	Norra	Pohj.	Itä	Väli	Trond	Nord	Troms
Agriculture pêche, forêts	5,7%	6,1%	2,6%	3,4%	3,0%	8,7%	12,7%	12,4%	9,0%	9,5%	8,3%
Secondaire, mines, énergie	26,1%	30,4%	17,2%	17,4%	22,9%	20,5%	19,0%	24,3%	15,1%	14,1%	9,9%
Construction			6,8%	8,3%	6,6%	6,1%	5,0%	5,0%	5,9%	5,9%	6,2%
Commerce	68,0%	63,2%	9,9%	10,2%	10,5%	8,9%	9,1%	9,3%	12,8%	11,1%	12,2%
Loisirs			2,3%	2,9%	2,2%	2,9%	2,3%	2,0%	2,9%	3,1%	3,5%
Transp+com			6,7%	7,1%	5,5%	6,9%	6,6%	6,0%	6,7%	9,9%	8,4%
Serv. sup.			1,3%	1,7%	1,2%	2,0%	2,1%	2,0%	6,1%	4,5%	5,3%
Services public & aut			53,2%	49,0%	48,1%	43,9%	43,2%	39,1%	41,8%	42,0%	46,2%
TOTAL	134 400	274 300	219 902	168 655	351565	163 363	201 628	216 579	154 607	93 903	62 187
ratio pop 95 : emploi 94	2,08	1,94	2,39	2,33	2,45	3,42	3,49	3,25	2,48	2,57	2,43
chômage 87	13,8%	10,0%									
chômage 97	8,4%	4,8%	13,3%	13,0%	12,3%	18,6%	18,7%	14,9%	5,7%**	6,2%**	5,5%**

* Pour l'Écosse seuls trois secteurs sont disponibles : agriculture, industrie et services (UE, 2000). Les chiffres Écossais sont pour 1997.

** Pour la Norvège, les taux de chômage sont pour 1996 (NCM, 1997).

Source : Calculé à partir de UE (2000) et NCM (1997).

Le secteur agriculture, pêche et forêts est relativement peu important en Suède, mais il compte pour 8 % ou plus de l'emploi dans les régions finlandaises et norvégiennes. Les régions écossaises se démarquent par le faible poids (relatif aux autres régions) du secteur tertiaire, le poids moyen des ressources renouvelables, et le poids important, surtout dans le Grampian, des activités de manufacture, de construction et d'extraction.

En termes socio-économiques, les régions écossaises se démarquent : les taux de chômage y sont bas, comme dans les régions norvégiennes, et on remarque aussi un ratio population/emploi faible. Chaque emploi « fait vivre » seulement deux personnes, alors que dans l'ensemble des autres régions ce ratio est de 2,3 ou plus. Par contre, la situation paraît préoccupante dans les régions périphériques de la Suède et de la Finlande où des taux de chômage très élevés se combinent à des taux de dépendance élevés. Ce sont ces mêmes régions qui subissent un déclin important du PIB par habitant (tableau 5a). Il est à noter que la variation dans les taux de dépendance ne saurait être expliquée uniquement par la variation de

structure d'âge, car, bien que ces structures ne soient pas identiques, leurs variations sont faibles par rapport aux variations des taux. Les taux de dépendance élevés seraient donc explicables par des facteurs institutionnels (assurance emploi, structures et coutumes familiales...) et économiques (nombre d'emplois disponibles, technologies, croissance/décroissance de secteurs, chômage...) ainsi que démographiques.

Ce bref tour d'horizon statistique ne saurait être exhaustif : mais, compte tenu du manque de données compilées spécifiquement pour des régions périphériques au sens entendu ici, ces tableaux originaux permettront par la suite de situer les régions québécoises et atlantiques par rapport à leurs vis-à-vis européennes.

Conclusion : principaux points communs des régions périphériques nordiques

Les régions périphériques de ces pays nordiques font face à plusieurs défis communs qui touchent le développement économique de leur territoire. Outre les problèmes généralement associés aux zones rurales tel qu'un manque de services et d'infrastructures, la majorité d'entre elles connaissent une baisse démographique et un exode de personnes en âge de travailler qui ont des répercussions directes sur leur capacité future à se développer. Leur PIB par habitant est, en général, plus faible que celui du pays, et cet écart a tendance à grandir (sauf en Norvège).

Malgré cela, la situation de certaines régions - comme les régions au nord de la Norvège, ainsi que la ville d'Oulu en Finlande - semble moins inquiétante. Mais encore faut-il bien en comprendre les raisons. Ces régions bénéficient de rentes en termes de ressources, et drainent la population de leur arrière pays en déclin. Malgré ces quelques exceptions, il n'en demeure pas moins que la majorité des régions périphériques, et surtout les zones en dehors des agglomérations urbaines, font face à une situation préoccupante.

PARTIE 3 - LES POLITIQUES RÉGIONALES DANS LES PAYS DU NORD DE L'EUROPE

Nous avons cherché à identifier les politiques territoriales, mais le chevauchement de politiques rend la tâche complexe. En effet, les politiques qui ont un effet sur les territoires ne sont pas toutes des politiques territoriales : au contraire, il est souligné à maintes reprises dans les rapports du comité de développement rural écossais (RDC 2001 a, b, c, d) que les politiques et tendances ayant l'effet le plus marqué sur le territoire sont celles qui opèrent au niveau national. Par exemple, les difficultés du secteur de la pêche du Nord-est de l'Écosse sont attribuables à la valeur de la livre sterling par rapport à la devise norvégienne (RSC 2001d, p. 111), et ce même phénomène pénalise de manière importante l'industrie touristique. Le prix du carburant - très élevé en Europe - a aussi un effet dissuasif pour le tourisme en région (RSC 2001d, p. 93), et représente un problème plus fondamental en termes de développement des régions éloignées (RSC 2001d, p. 88).

Nos tableaux comparatifs dans la partie précédente confirment l'importance de l'effet national : bien que les régions diffèrent entre elles, le meilleur moyen de prédire la santé économique d'une des 11 régions retenues est de voir sa nation d'appartenance. La seule exception est l'Écosse, où la région Highlands & Islands se rapproche du profil écossais alors que le Grampian fait bande à part. Mais l'exception du Grampian, dû à sa dépendance sur le pétrole, est aussi attribuable à des effets nationaux ou internationaux (demande pour le pétrole).

Marsden et Bristow (2000) soulèvent un autre aspect important des politiques ayant un effet sur le territoire, à savoir leur grand nombre. Même en se cantonnant à l'analyse des politiques ayant un effet sur l'agriculture en Écosse - c'est-à-dire en limitant leur analyse à un secteur donné dans un territoire donné - ils identifient de multiples types d'interventions allant des politiques de planification territoriale aux politiques agricoles européennes, en passant par les politiques économiques régionales européennes, britanniques, écossaises et locales. Outre la difficulté à analyser l'effet de ces politiques (analyse qui constitue le sujet de leur article), les auteurs soulignent le chevauchement de politiques sectorielles, environnementales, sociales, économiques, et les différents niveaux d'élaboration des politiques (Europe, Royaume-Uni, Écosse, local) ainsi que leurs niveaux de mise en œuvre (qui diffèrent souvent du niveau d'élaboration). Mariussen et al (2000), en se limitant à une analyse des organisations régionales nordiques, soulignent la multitude d'intervenants dans la région : la principale constatation du rapport est le besoin, ainsi que la difficulté, à coordonner l'ensemble des intervenants. Il est d'ailleurs utile de souligner que chaque intervenant définit la région nordique différemment - le conseil arctique s'étend jusqu'au Canada, tandis que le conseil des états maritimes baltiques se

limite à la mer Baltique (Mariussen et al 2000, pp. 6-7). De plus, cette région ne représente souvent qu'une petite partie du territoire couvert par l'intervenant (par exemple l'Union Européenne couvre l'ensemble de l'Europe, tandis que la CPMR (Conférence des Régions Maritimes Périphériques) représente un ensemble de régions côtières européennes.

Dans ce contexte complexe, il est cependant possible de dégager les structures d'intervention au niveau territorial, même s'il demeure beaucoup plus difficile de déterminer l'ensemble des structures qui ont une influence sur le territoire. Dans la prochaine section, nous présentons donc de manière globale les structures de politique régionale en Europe, pour ensuite, dans la section suivante, décrire les structures dans chaque pays analysé.

L'absence de programmes qui s'adressent, spécifiquement, aux régions périphériques

Il n'existe pas en Europe de programme qui s'adresse, comme tel, au développement des régions périphériques au sens de notre définition. La notion de région périphérique renvoie davantage aux régions du Sud de l'UE (comme la Grèce, le Portugal, le Sud de l'Italie et de l'Espagne), beaucoup plus pauvres que les pays nordiques. Dans cette optique, le centre de l'Europe est plutôt représenté par un pentagone formé des grandes villes de Londres, Paris, Milan, Munich et Hambourg (UE, 1999a). Tout au plus, les régions périphériques scandinaves sont perçues comme ayant une faible structure économique qui souffre de l'éloignement par rapport au centre européen, et dont le niveau de vie est soutenu par l'ampleur des transferts de fonds publics (Vandermotten et Marissal 2000).

En l'occurrence, le développement des régions périphériques nordiques se fait indirectement à travers des politiques visant les régions rurales. Avec l'intégration européenne, les pouvoirs locaux ont laissé une plus grande importance aux institutions supra-nationales pour mettre en place des programmes de développement économique.

3.1 LES PROGRAMMES SUPRA-NATIONAUX

On dénombre trois grands organismes supra-nationaux qui visent le développement rural dans les pays d'Europe du Nord soit l'OCDE, l'Union Européenne et le Nordic Council of Ministers (NCM 1999). Nous présenterons un bref aperçu des récentes tendances qui ont affecté les politiques régionales dans les zones qui nous intéressent.

L'OCDE

L'OCDE est un organisme important de discussions et de recherches sur le plan des politiques publiques au sein de ses pays membres. Son service du développement territorial a pour mandat d'aider « les pays membres à concevoir, mettre en œuvre et évaluer les politiques qui doivent aider les régions et les villes à réaliser leur potentiel, soutenir la concurrence, créer des emplois et engendrer de la richesse » (OCDE 1999).

Récemment, ce service identifiait une évolution dans la conception de la politique territoriale. De nos jours, « les efforts se portent sur la compétitivité des économies régionales qui doivent exploiter leurs caractéristiques et leurs atouts; sur la promotion d'un développement durable; sur l'organisation des pouvoirs publics, notamment le partenariat public-privé; et sur la coordination avec les autorités régionales et locales » (OCDE 1999).

Reconnaissant de plus en plus l'impact territorial de la mondialisation et des progrès technologiques sur la capacité de développement de différentes régions, et l'importance des initiatives locales comme solution à ces problèmes, le service du développement territorial de l'OCDE a maintenu le programme LEED (Local Economic and Employment Development) jusqu'en 2005. Ce programme porte une attention particulière à la recension et l'évaluation des initiatives publiques et privées qui, grâce à des partenariats et des réseaux locaux, peuvent favoriser la création d'emplois, la cohésion sociale et l'entrepreneuriat (OCDE, 2000).

La politique régionale de l'Union Européenne

La plupart des informations suivantes proviennent du site web de la Commission Européenne (http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm, consulté en mars 2001). Les autres sources d'information sont affichées directement dans le texte.

Le programme du FEDER

Les Fonds structurels de l'Union Européenne ont été créés pour venir en aide aux régions membres en difficulté. Ces Fonds octroient « des aides financières destinées à résoudre des problèmes structurels économiques et sociaux, afin de réduire les inégalités entre différentes régions et différents groupes sociaux ». Parmi ces fonds, le FEDER (Fonds européen de développement régional) vise à soutenir financièrement des programmes de développement régional en faveur des régions les plus défavorisées. Durant la période 2000-2006, le FEDER octroie des aides financières dans le cadre des deux objectifs prioritaires régionaux des Fonds structurels. Ces objectifs sont les suivants :

1. promouvoir le développement et favoriser l'ajustement structurel des régions en retard de développement (en pratique, les régions avec un PIB par habitant inférieur à 75 % de la moyenne européenne ainsi que les régions nordiques de la Suède et la Finlande);
2. convertir les régions sérieusement touchées par un déclin industriel.

L'objectif 1 est, pour la période 2000-2006, le plus important en termes monétaires (136 milliards d'euros, ou 64 % du budget alloué aux Fonds structurels) et aussi celui qui touche le plus les régions périphériques d'Europe, incluant une mention spéciale pour le Nord de la Finlande et de la Suède. Cette mention a été ajoutée spécialement pour l'intégration de la Suède et de la Finlande à la communauté européenne en 1995 (NCM, 1999). À ce moment-là, il s'agissait d'un objectif distinct, l'objectif 6, qui est maintenant intégré à l'objectif 1. Les régions écossaises ne sont plus admissibles à l'objectif 1 depuis l'an 2000, mais les hautes-terres (Highlands) et les îles bénéficient d'un soutien transitoire jusqu'en 2005-2006. Tout au plus, quelques régions des basses-terres (Lowlands), particulièrement au Sud, sont touchées par l'objectif 2. Il en va de même pour plusieurs régions de la Suède et de la Finlande qui n'entrent pas dans l'espace de l'objectif 1. Enfin, l'objectif 2 intègre une grande partie des régions touchées par les anciens objectifs 2 et 5b (CE, 1999b).

Le programme LEADER

Comme complément à ces programmes d'aide régionaux, les Fonds structurels cofinancent des Initiatives communautaires qui visent à résoudre des problèmes spécifiques. Celles-ci sont des interventions spéciales que la Commission a, de sa propre initiative, proposé aux États membres et possèdent trois particularités qui constituent leur valeur ajoutée par rapport aux autres mesures financées par les Fonds structurels :

- la méthode "ascendante" (*bottom-up*) de réalisation;
- l'encouragement de la coopération transnationale, transfrontalière et interrégionale;
- l'accent particulier mis sur les objectifs et priorités communautaires.

Pour la période 2000-2006, la Commission soutient 4 Initiatives communautaires dont une est particulièrement dédiée au développement rural, le programme LEADER+ (Liaison Entre Actions de Développement de l'Économie Rurale). Bien que ce programme représente une part minimale de l'enveloppe budgétaire des Fonds structurels, son approche mérite d'être soulignée. Ses objectifs « consistent à inciter et à aider les acteurs ruraux à réfléchir au potentiel de leur

territoire dans une perspective à plus long terme » (voir l'observatoire LEADER : www.rural-europe.aeidl.be). L'innovation et le partenariat sont perçus comme des éléments clés dans la sélection des initiatives financées. Par la suite, le programme évalue le succès et la possibilité de transférer ces initiatives vers d'autres zones semblables de l'UE et communique les résultats, notamment à travers un observatoire. LEADER+ est le 3^e programme LEADER de la CE après LEADER I (1991-1994) et LEADER II (1994-1999).

De nombreuses initiatives financées par LEADER tentent d'utiliser le potentiel décentralisateur des NTIC. A titre d'exemple, la région des îles Hébrides, située au Nord-ouest de l'Écosse, a su créer et maintenir un important réseau de télétravailleurs spécialisés (Paterno 1998). Cet exemple, souvent cité, fait cependant figure d'exception car ce type de service a plutôt tendance à se situer dans des régions à proximité des grands centres urbains (Vendramin et Valenduc 1998; Bristow et al 2000). Parmi les raisons mises en avant pour expliquer le succès de cette démarche - qui a créé plus de 200 emplois dans les îles ainsi que des exportations vers les États-Unis - on cite le niveau d'éducation de la population ainsi que sa culture maritime plus ouverte sur l'extérieur que certaines communautés dans les terres (Paterno, 1998). Cet exemple montre que - dans certains cas - l'isolement géographique peut être surmonté.

Le programme « Northern Periphery »

Parmi ses nombreux projets, FEDER soutient aussi certains programmes qui visent l'aménagement du territoire à l'intérieur de zones transnationales ayant de nombreuses caractéristiques semblables. La zone « périphérie Nord » a été identifiée comme ayant une densité de population extrêmement faible, de grandes distances et un climat rude. Elle comprend les régions du Nord de la Finlande, de la Suède, de la Norvège et du Royaume-Uni (donc l'Écosse). Les mesures financées sont relatives à la fourniture de services, au développement économique ainsi qu'à la création de réseaux d'échange d'information. Ce dernier objectif est à l'origine d'un intéressant projet ayant pour but la collecte et le transfert de connaissances sur le développement des régions rurales et nordiques (voir le site web du centre Arkleton sous la rubrique du programme « Rural Transfer Network » : www.abdn.ac.uk/arkleton/npp/). Tous les détails sur les autres projets se trouvent sur le site du programme (www.scotnordic.com/northernperiphery/). À noter que pour la période 2000-2006, ce programme fait maintenant partie d'une Initiative communautaire nommée INTERREG III (www.inforegio.cec.eu.int/wbpro/prord/prordc/prordc17_fr.htm).

Le Nordic Council of Ministers

Créé en 1971, le Nordic Council of Ministers est composé de représentants officiels de cinq pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) en vue de favoriser les échanges et la coopération entre eux. Celui-ci compte deux comités spécialement consacrés aux questions du développement régional, de l'agriculture et des forêts. Ils sont identifiés par les abréviations NÄJS et NÄRP (NCM 1999). En 1996 et 1997, ces deux comités ont collaboré à l'implantation d'un ensemble de projets, notamment reliés :

- au développement d'opportunités d'emploi dans le secteur des services pour les régions ayant une faible densité de population;
- à favoriser le tourisme en régions rurales (à travers l'éducation et l'échange d'expériences);
- à la création d'un groupe nordique d'aide pour les petites industries alimentaires (en favorisant le marketing, le développement de nouvelles techniques, l'éducation et les échanges d'informations).

En juillet 1997, le Nordic Council of Ministers créa le « centre nordique pour le développement spatial », mieux connu sous l'abréviation NORDREGIO. Le mandat de cet organisme est d'établir un environnement professionnel pour la recherche, la documentation et l'éducation sur le développement spatial dans une perspective nordique et européenne. Il vise aussi à favoriser les échanges entre pays, nordiques ou non, sur ce sujet pour faire avancer les connaissances et être en mesure de diriger et coordonner des actions appropriées. Leur champ d'études inclut le développement des régions périphériques, les liens entre centre et périphérie, le potentiel de croissance de diverses régions, la création de nouveaux indicateurs et l'évaluation des politiques publiques sur le développement territorial (www.nordregio.se).

3.2 Les programmes nationaux

La section suivante provient en grande partie de quatre revues de littérature préparées par le centre Arkleton dans le cadre du programme « Rural Transfer Network » (RTN 2000a, 2000b, 2000c; Persson 2000). Les autres sources sont incluses dans le texte.

Finlande

Avant son entrée dans l'Union Européenne, les politiques régionales finlandaises relevaient essentiellement des ministères sectoriels et manquaient de coordination (Eskelinen et al. 1997). Le besoin d'harmonisation avec les pratiques de l'UE a amené l'adoption d'un nouvel Acte de

développement régional qui incluait 6 programmes reliés à des régions spécifiques, notamment les régions rurales.

L'approche du programme LEADER en faveur des groupes d'actions locales a amené la création du programme national POMO qui offre des opportunités semblables aux régions non couvertes par LEADER. L'Université de Oulu dispose aussi d'un important centre qui aide à la recherche et l'implantation de programmes innovateurs de développement territorial en région périphérique (www.kake oulu.fi/kkke/index.htm). Les nouvelles approches du développement territorial touchent particulièrement la mise en réseau des villages, l'accessibilité et l'utilisation des NTIC ainsi que le développement de nouvelles activités coopératives.

Suède

La Suède est sans aucun doute le pays nordique le plus avancé sur le plan des actions locales de développement dans les régions rurales. Suite à un cri d'alarme envoyé par de nombreuses communautés du Nord, un vaste mouvement populaire en faveur du développement des régions rurales a été lancé à la fin des années 80 sous le slogan : « Toute la Suède doit vivre » (NCM 1999). Ce mouvement comptait environ 1000 groupes de développement locaux en 1989, et ne cesse d'accroître sa popularité avec un décompte actuel d'environ 3500 groupes actifs. La coopération par-delà les frontières traditionnelles (partis politiques, frontières municipales, anciens et nouveaux membres de la localité, jeunes et personnes âgées, etc.) est présentée comme une caractéristique importante de ces groupes d'action et de leur succès. Enfin, un observatoire électronique (www.bygde.net) permet la mise en réseau de tous ces groupes et l'échange d'information.

L'agence nationale suédoise pour le développement rural (www.glesbygdsverket.se) s'occupe quant à elle d'analyser les besoins des régions rurales, de fournir l'information adéquate aux acteurs publics et privés ainsi que de proposer des pistes de solution. Cet organisme coordonne aussi un ensemble de programmes de développement régionaux incluant ceux de la commission européenne tel que LEADER.

Norvège

En Norvège, le Fonds de développement régional et industriel est la principale institution publique d'aide aux régions. Il est soutenu essentiellement par le ministère du Commerce et de l'Industrie ainsi que le ministère des Gouvernements locaux et du Développement régional (http://odin.dep.no/krd/engelsk/dep/om_dep/).

Les politiques publiques régionales ont connu un changement d'emphase depuis le début des années 80. Aujourd'hui, l'accent se porte davantage sur des projets initiés par des acteurs

locaux et régionaux (approche ascendante) que par des subventions industrielles distribuées par des institutions centrales (approche descendante).

Les politiques régionales récentes se sont principalement attaquées au déclin de population de certaines régions. Néanmoins, les nouvelles stratégies de développement régional portent davantage sur l'accroissement des capacités d'innovation. C'est dans cette optique que s'inscrit le programme NT, dont l'objectif est de favoriser la création de nouvelles activités innovatrices dans les régions du Nord de la Norvège. Ce programme a ainsi aidé à accroître la productivité de plusieurs entreprises, notamment dans l'industrie de la pêche, principalement à l'aide d'un support financier pour l'acquisition de nouvelles machines et équipements (SMEPOL, 1999).

Écosse

Historiquement, les politiques rurales de l'Écosse ont été essentiellement axées sur l'agriculture. Encore aujourd'hui, le SERAD (Scottish Executive Rural Affairs Department; www.scotland.gov.uk) formule des politiques liées plutôt à des secteurs (agriculture, pêches, environnement) qu'à des territoires. Néanmoins, une approche plus formelle du développement territorial a été adoptée en 1996 par la création d'un Fonds pour le partenariat rural (www.scotland.gov.uk/news/2000/12/se3229.asp). L'objectif de ce fonds est de favoriser le développement économique et social des communautés rurales, notamment à travers des partenariats locaux et le financement d'initiatives locales.

De plus, le gouvernement écossais a récemment donné une plus grande autonomie au secteur privé et aux autorités locales en matière de développement économique. C'est dans cette perspective qu'ont été créés le Réseau des entreprises des Hautes-Terres et des îles (« HIE network »; www.hie.co.uk) ainsi que le Réseau des entreprises écossaises pour les Basses-Terres (« SE network »; www.scottish-enterprise.com). Ces deux organismes visent l'utilisation du plein potentiel des ressources de chaque région grâce à la fourniture d'un ensemble de services fournis par des bureaux régionaux.

CONCLUSIONS

Nous pouvons résumer nos conclusions sous trois rubriques : 1) l'impact territorial de l'économie du savoir; 2) les tendances de développement régional dans les pays nordiques; 3) les politiques « émergentes » de développement régional.

L'impact territorial de l'économie du savoir

Dans l'ensemble, les écrits consultés ne semblent pas annoncer un bouleversement majeur dans l'évolution spatiale des économies nationales. Il serait plus juste de parler d'une poursuite des tendances existantes. Il existe, certes, des différences d'un cas et d'un pays à l'autre; les résultats sont sensibles aux échelles d'analyse géographique. Cependant, l'image générale qui se dégage en est une d'économies nationales où les forces de concentration spatiale (favorables aux grandes villes et aux régions proches de celles-ci) continuent à l'emporter sur les forces de décentralisation en faveur des régions périphériques. Cette tendance lourde à la concentration spatiale des populations et des activités économiques n'est pas forcément en contradiction avec la réduction observée des disparités entre grandes régions d'un pays, au plan des revenus par habitant ou de productivité par travailleur. Toutefois, dès que l'analyse s'effectue à une échelle géographique plus fine, il est possible, dans plusieurs cas, de constater une accentuation des écarts entre régions périphériques⁵ et les autres régions du pays.

Les tendances observées semblent donc plutôt défavorables aux régions périphériques, tant au plan du redéploiement géographique des activités économiques qu'au plan des écarts de revenu. Tout indique que l'importance croissante de ce que nous avons appelé l'économie du savoir ne fera qu'accentuer la tendance à la concentration géographique des activités économiques. L'impact des nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC) ira dans le même sens. Ces conclusions s'appuient, d'une part, sur l'analyse des « nouveaux » facteurs de croissance économique et, d'autre part, sur l'impact des NTIC sur le comportement des agents économiques.

Les nouvelles activités en émergence dans l'économie du savoir (donc, intensives en matière grise et en création artistique) sont très sensibles aux économies d'agglomération et aux autres externalités positives associées à la grande ville et à la concentration géographique des talents et des entreprises. Dans ce contexte, la concentration des cerveaux dans la grande ville (résultat, en partie, des mouvements migratoires des régions périphériques vers les régions centrales) risque, à long terme, d'être encore plus dommageable pour les régions périphériques que par le passé. Cela ne veut pas dire que des activités intensives en matière grise ou en création artistique ne pourront pas surgir dans les régions périphériques (il existe toujours des exemples qui font mentir les prédictions), mais plutôt que l'avantage comparatif sera de moins en moins du côté des régions périphériques. La présence d'un bassin de main-d'œuvre diversifiée et qualifiée deviendra, dans ce nouveau contexte, un facteur toujours plus important

⁵ Rappelons les deux éléments de définition d'une région périphérique : absence d'une grande ville; éloignement d'une grande ville (plus de 150km).

de compétitivité, à mesure que toutes les activités économiques, y compris la transformation des matières premières, reposent toujours davantage sur des talents et le savoir.

Pour deviner l'impact probable des NTIC sur le redéploiement géographique des activités économiques, il suffit, comme le font certains auteurs, de regarder l'impact, par le passé, d'innovations analogues comme le téléphone, le télégraphe, ou encore la radio et la télévision. Dans tous ces cas, l'arrivée des nouvelles technologies de communication ne semble pas avoir eu d'effet (discernable) sur les tendances de concentration. L'on pourra même argumenter qu'elles avaient plutôt pour effet d'accentuer les tendances d'urbanisation et de concentration géographique des activités économiques.

Trois raisons peuvent être invoquées pour expliquer la relation positive entre nouvelles technologies de communication et concentration :

- 1) les nouveaux produits auxquels ces technologies ont donné lieu (télé et radiodiffusion; production de films; production d'équipements de télécommunication; etc.) sont très sensibles aux économies d'agglomération ;
- 2) les communications électroniques sont des compléments, et non pas des substituts, aux contacts interpersonnels, si bien que leur introduction aura pour effet d'accroître la demande pour des contacts interpersonnels, et donc pour des endroits (grandes villes) où les contacts interpersonnels sont facilités;
- 3) l'introduction de technologies qui font baisser les coûts de communication facilitera la centralisation des activités de contrôle, de coordination et de production, notamment celles sensibles aux économies d'échelle.

Les tendances de développement régional dans les pays nordiques

Notre analyse statistique des régions périphériques des pays nordiques révèle une situation préoccupante pour celles-ci. En général, même si il n'y a pas de recul systématique, on y discerne un recul par rapport à la moyenne nationale (en termes de PIB et surtout en termes de population). La population y est plus âgée et plus dépendante, et les structures économiques - particulièrement en Suède et en Finlande - sont fortement biaisées vers les emplois du secteur public. Si ces constatations d'ordre statistique sont combinées à la préoccupation exprimée par les instances européennes et nationales, il nous est permis de conclure que les régions périphériques des pays nordiques font face à des défis semblables à celles des régions canadiennes.

Les principales exceptions à ce portrait touchent les régions qui jouissent d'une rente de ressource naturelle, en particulier celle liée au pétrole (en Norvège et en Écosse). Ces régions bénéficient d'un boom de longue durée (exacerbé par des pointes cycliques) et d'une inflation des salaires. Mais ces régions sont de plus en plus conscientes de la nature transitoire de cette prospérité - liée autant à la construction de puits qu'à leur exploitation. Le ralentissement du rythme des nouvelles explorations entraînera des changements importants : mais face aux salaires élevés auxquels s'est habituée la main d'œuvre locale, la reconversion de ces économies risque de s'avérer problématique. Des préoccupations semblables existent pour le secteur forestier : les grandes entreprises de pâte et papier ont entraîné des attentes salariales et des conditions de travail difficiles à imiter dans des PME. Autrement dit, même la prospérité des régions périphériques nordiques n'est pas exempte de problèmes - problèmes qui sont différés mais qui suscitent de plus en plus d'inquiétudes.

Malgré ces tendances, il y a quelques lueurs d'espoir : la ville d'Oulu dans le Nord de la Finlande, avec la présence non seulement de Nokia, mais d'autres entreprises high-tech et d'une université importante, mérite plus d'explications. La ville de Tromsø, au Nord de la Norvège, bien que dépendante d'emplois en fonction publique, bénéficie aussi d'une université qui semble prospérer (6000 étudiants en 1999) malgré les pronostics très négatifs émis par les commentateurs lors de son inauguration en 1972. Cette ville est aussi un centre de recherche maritime et de tourisme. Il est à noter que ces deux lueurs sont des lueurs urbaines - mais ces centres de services périphériques semblent néanmoins prospérer, et il est important de mieux en comprendre les raisons.

Finalement, les industries de la pêche et du traitement de poisson, bien qu'encore traditionnelles, semblent prospères et - pour certaines entreprises - innovantes (SMEPOL, 1999) en Norvège. Cette prospérité repose sur une rente, mais celle-ci est potentiellement durable : il s'agit donc de se pencher sur les approches à la gestion des pêches, mais aussi sur l'impact des nouvelles technologies de pêche, de transport et de traitement qui risquent de diminuer le nombre d'emplois dans ces secteurs quelle que soit la qualité de la gestion.

Les politiques « émergentes » de développement régional

Au risque de simplifier, nous pouvons regrouper les politiques à incidence régionale sous quatre grandes rubriques :

- 1) les politiques centrales (nationales, européennes, etc.) qui visent à venir en aide aux régions défavorisées par l'intermédiaire de fonds pour des projets d'infrastructure ou de restructuration industrielle;

- 2) les politiques nationales de paiements de transfert, souvent dans une perspective d'équité sociale, pour assurer un standard minimum de bien-être pour l'ensemble des habitants du territoire national;
- 3) les politiques dites de développement local qui, par l'intermédiaire de fonds centraux (nationaux, européens, etc.), cherchent à stimuler ou à concerter les acteurs locaux, notamment en soutenant des groupes ou corporations locaux de développement;
- 4) les politiques « a-spatiales », nationales ou européennes, dont des politiques sectorielles, mais qui ont un impact sur le développement des régions.

Le contenu réel des politiques régionales ne semble pas avoir radicalement changé au cours des deux dernières décennies, raison pour laquelle nous avons mis le terme « émergente » entre guillemets. Ce qui semble surtout avoir changé est le poids relatif des grandes rubriques, ainsi que le discours et le vocabulaire qui les entourent. Les transferts à vocation sociale (le numéro 2) semblent en régression un peu partout, notamment en Suède, conséquence du ressac contre un État providence trop généreux. Les subventions directes aux entreprises (pour les inciter à se localiser dans telle ou telle région) sont aujourd'hui moins courantes, à la fois parce qu'elles ont mauvaise presse et parce que les accords internationaux (dont notamment l'Union Européenne) laissent moins de marge de manœuvre aux États à cet égard. Les fonds FEDER de l'Union Européenne portent surtout sur des projets d'infrastructure, semblables aux ententes (sous divers noms) fédérales-provinciales au Canada en matière de développement économique régional. En Europe, comme au Canada, les projets publics d'infrastructures (dans toutes leurs dimensions possibles : ports, routes, palais de congrès, parcs, etc.) continuent à occuper une place importante.

Cependant, en Europe comme au Canada, on observe un changement de discours, changement amorcé il y a environ vingt à trente ans. On parle de moins en moins d'investissements « hard » (en capital physique) et de plus en plus d'investissements « soft » en capital humain ou capital social; une tendance analogue s'observe dans les grandes organisations de développement international : Banque mondiale, ACDI, etc.. C'est, en somme, le numéro 3 (sous ses différentes désignations possibles : développement local, « par le bas », endogène, etc.) qui a la faveur, avec tout le vocabulaire qui l'accompagne : partenariat; concertation; réseaux d'information; entrepreneurship local; milieu novateur; etc. Le programme LEADER de l'Union Européenne s'inscrit également dans cette approche. L'arrivée plus récente de « capital social », nouveau terme à la mode, ne change pas fondamentalement le problème étudié : comment faire pour qu'une collectivité (région, communauté, etc.) soit dynamique, novatrice et productive ? Comment mobiliser les « forces vives » du milieu ? Après vingt (ou trente) ans d'expérimentation avec des formules diverses d'animation sociale et locale, force est

d'admettre qu'il est sans doute illusoire de chercher une formule qui s'appliquera à tous les cas. En Europe comme au Canada, les formules rencontrées sont aussi variées que nombreuses.

Nous pouvons cependant tirer deux leçons des politiques et des expériences dites de développement local, dans toutes leurs formes diverses. D'abord, l'expérience nordique et européenne semble à nouveau confirmer l'importance d'une grande flexibilité dans la définition des politiques de développement local, en laissant une large marge de manœuvre aux intervenants locaux dans la mise en application des politiques et l'utilisation des fonds, y compris la possibilité de variantes dans la constitution des corporations ou groupes locaux de développement. Cependant, cela soulève des questions de contrôle, de cohérence et de vérification par l'agence centrale qui alloue les fonds. L'arbitrage entre autonomie et contrôle sera forcément différent selon les circonstances.

Deuxièmement, les politiques de développement local, aussi valables qu'elles puissent être, semblent rarement avoir eu pour effet de modifier sensiblement les avantages comparatifs des régions à l'intérieur de l'ensemble national. Le discours émergeant sur l'innovation et les milieux met aussi l'accent sur des actions locales, et risque donc de mener à la même constatation. L'impact réel du développement local (quel que soit le vocabulaire utilisé pour le décrire) sur les tendances lourdes décrites sous la première rubrique de cette conclusion semble, sauf rarissime exception, plutôt marginal. Les tendances observées se poursuivent, malgré deux à trois décennies d'expérimentation. avec des politiques de développement local.

Cela ne veut pas dire qu'il faut cesser d'expérimenter avec des politiques de développement local, pas du tout. Il faut, bien entendu, continuer à encourager des actions locales de concertation, d'innovation et de promotion de PME. Cependant, cela signifie que le temps est peut-être venu, à la lumière des résultats des deux dernières décennies, de réévaluer le potentiel réel de telles politiques. Il était sans doute naïf d'espérer que la solution aux problèmes des régions périphériques puisse venir en s'appuyant presque uniquement sur des initiatives locales. En ce sens, il n'est pas impossible que le discours des dernières années sur les vertus du développement endogène ait, dans certains cas, eu pour résultat de nuire aux chances relatives des régions périphériques, en minimisant, en quelque sorte, l'attention portée aux facteurs structurels et aux politiques nationales sectorielles (numéro 4) qui façonnent la géographie économique. Pour les régions périphériques, il est peu probable que des actions de solidarité, de mise en réseau ou d'innovation locales, même avec l'appui financier de l'État central, puissent suffire pour annuler totalement l'impact des autres facteurs qui, nous l'avons vu, leur sont souvent défavorables.

En ce sens, il est utile de noter que des auteurs nordiques, tout comme des auteurs canadiens, insistent sur les problèmes particuliers des régions périphériques et sur le poids des politiques nationales ou européennes dans l'évolution des avantages comparatifs des régions. En Europe comme au Canada, il est probable que l'impact des politiques de types 1, 2 et 3 (les politiques proprement régionales) soit, en bonne partie, noyé par l'impact des politiques de type 4. Certains diraient que les impacts territoriaux finissent toujours par s'annuler, ce qui est le propre du jeu d'équilibre d'un état démocratique. Faut-il alors s'étonner que les tendances se ressemblent d'un pays à l'autre, malgré les interventions politiques ? Des politiques axées sur les régions périphériques, pour avoir un impact réel, doivent être définies en fonction des caractéristiques propres des régions, en connaissance des forces en jeu (y compris les politiques a-spatiales de type 4), des forces qui ne leur sont pas forcément favorables, nous l'avons vu. Cependant, une réflexion plus en profondeur sur l'opportunité et la nature de telles politiques dépasse le mandat de cette revue exploratoire de la littérature.

RÉFÉRENCES

- ARMSTRONG, H. (1995) Trends and Disparities in Regional GDP per Capita in the European Union, United States and Australia, Commission Européenne, Report 94/00/74/017. Bruxelles.
- ASHEIM, B. et P. COOKE (1999) "Local Learning and Interactive Innovation Networks" in Making Connections. ed. MALECKI, E. et P. OINAS. Ashgate, Brookfield
- AUDRETSCH, D. B. and M. P. FELDMAN (1996) "R&D Spillovers and the Geography of Innovation and Production", American Economic Review, 86,3: 630-640.
- BANQUE MONDIALE (2000) World Development Report. Chapitre : « New Directions in Development Thinking », World Bank, Washington, D.C.
- BANQUE MONDIALE (2001) Local Economic Development: Urban and City Management (Distance Learning) Course Workbook, World Bank Institute, Washington, D.C.
- BARRO, R. (1991) "Economic Growth in a Cross Section of Countries.", Quarterly Journal of Economics, 106: 407-443.
- BARRO, R. and X. SALA-I-MARTIN (1991) "Convergence Across States and Regions", Brookings Papers on Economic Activity, 2: 107-158.
- BARRO, R. and X. SALA-I-MARTIN (1995) Economic Growth, New-York: McGraw Hill.
- BEYERS, W. and D. LINDHAL (1996) "Lone Eagles and High Flyers in the Rural Producer Services: Is Cost Driven Externalization The Major Force?", Rural Development Perspectives, 75: 351-374
- BEYERS, W. 2000, "Cyberspace or Human Space: Wither Cities in the Age of Telecommunications?", in Cities in the Telecommunications Age: The Fracturing of Geographies, eds. WHEELER, J. Y. AOYAMA et B. WARF, Routledge: Londres
- BRESCHI, S. (2000) "The Geography of Innovation: A Cross-sector Analysis", Regional Studies, 34,3: 213-229.
- BRISTOW, G., M. MUNDAY et P. GRIPAIS (2000) "Call Centre Growth and Location: Corporate Strategy and the Spatial Division of Labour" Environment and Planning A 32: 519-538
- BROWN, J. et P. DUGUID (2000a) The Social Life of Information, Harvard Business School Press, Cambridge (MA)
- (2000b) "Mysteries of the Region: Knowledge Dynamics in Silicon Valley", in The Silicon Valley Edge: A Habitat for Innovation and Entrepreneurship ed. HANCOCK, M. et H. ROWEN, Stanford University Press: Stanford
- CASTELLS, M. (1996) The Rise of the Network Society, Blackwell, London

- CE, Commission Européenne (1999a) ESPD European Spatial Development Perspective, disponible sur le site: www.inforegio.cec.eu.int/wbdoc/docoffic/official/space_en.htm, consulté en mars 2001.
- CE, Commission Européenne (1999b) Règlement (CE) no 1260/1999 du Conseil du 21 juin 1999, Dispositions générales sur les fonds structurels, disponible sur le site : http://europa.eu.int/comm/regional_policy/document/doc1i_fr.htm, consulté en mars 2001.
- CICCONE, A. et R. E. HALL (1996) "Productivity and the Density of Economic Activity", *American Economic Review*, 86, 1: 54-70.
- COFFEY, W. et R. SHEARMUR (1998) "The Growth and Location of High Order Services in the Canadian Urban System, 1971-1991", *Professional Geographer*, 49,4, 404-418
- COPUS. A, T. HANELL et S. PETRIE (2000) Mapping Patterns of Economic Vitality in the Northern Periphery Area, working paper, Northern Periphery programme: project no. 3107982/15
- COULOMBE, S. (2000) "New Evidence of Convergence Across Canadian Provinces: The Role of Urbanization" *Regional Studies*, 34,8: 713-725
- COX, K. (1995) "Globalisation, Competition and the Politics of Local Economic Development" *Urban Studies* 32,2: 213-224
- CUADRADO-ROURA, J. R., T. MANCHA-NAVARRO et R.GARRIDO-YSERTE (2000) "Regional Productivity Patterns in Europe: an Alternative Approach", *The Annals of Regional Science*, 34: 365-384.
- DENSION, E. F. (1962) *The Sources of Economic Growth in the United States, and the Alternatives Before Us. Supplementary Paper No. 13: Committee for Economic Development, New-York.*
- DELAPLACE, M. (1993) "High tech et facteurs de localisation: une revue de la littérature" *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, 4: 679-704
- DICKEN, P. (1998) *The Global Shift (2ième édition)*, Guilford Press, New York
- DICKEN, P. and P. LLOYD (1990) *Location in Space*, Harper & Row, New York
- ECHEVERRI-CARROLL, E. et W. BRENNAN (1999) "Are Innovation Networks Bounded by Proximity?" in *Innovation, Networks and Localities* ed. FISCHER, M., L.SUAREZ-VILLA et M.STEINER, Springer Verlag, New York
- EDQUIST, C. et B. JOHNSON (1997) "Institutions and Organizations in Systems of Innovation" in *Systems of Innovation: Technologies Institutions and Organization*, ed. C.EDQUIST, Pinter, Washington
- ESKELINEN, H. (1997) "Appraisal of the Finnish Objective 2 Programme: Reflections on the EU Approach to Regional Policy", *Policy Review Section, Regional Studies*, 31, 2: 167-192.
- ESSER, J. et J. HIRSCH (1989) "The Crisis of Fordism and the Dimensions of a "Post-Fordism" Regional and Urban Structure", *International Journal of Urban and Regional Research*, 13,3: 417-436.

- FELDMAN M. P. (1994) *The Geography of Innovation*, Kluwer Academic Publishers, Dordrecht and London.
- FLORIDA, R. (1995) "Towards the Learning Region", *Futures* 27,5: 527-536
- FUKAYAMA, F (1995) *Trust: The Social Virtues and the Creation of Prosperity*. Penguin, Londres
- GASPAR, J. et E. GLAESER (1998) "Information Technology and the Future of Cities" *Journal of Urban Economics*, 43: 136-156.
- GILLEPSIE, A. et R. RICHARDSON, "Teleworking and the City: Myths of Workplace Transcendence and Travel Reduction", in *Cities in the Telecommunications Age*. ed. WHEELER, J., Y. AOYAMA et B. WARF, Routledge: Londres
- GLAESER, E. L. (1998) "Are Cities Dying?" *Journal of Economic Perspectives*. 12, 2: 139-160
- GRAHAM, S. et S. MARVIN (1996) *Telecommunications and the City*. Routledge: Londres
- HALL, P. (1999) *Cities in Civilization: Culture, Innovation, and Urban Order*. Phoenix Giant. London.
- HENDERSON, V. (1988) *Urban Development: Theory, Fact and Illusion*. Oxford University Press. New -York.
- HUDSON, R. (1999) "The Learning Economy, the Learning Firm and the Learning Region: a Sympathetic Critique of the Limits to Learning", *European Urban and Regional Studies* 6,1: 59-72
- IDB (2000) *Economic and Social Progress in Latin America. Development: Beyond Economics*, Inter-American Development Bank, Washington, D.C.
- INGRAM G. K. (1998) "Patterns of Metropolitan Development: What have we Learned?", *Urban Studies*. XXXV, 7: 1019-1035.
- INRS (2000) *Proposition de Programme de veille synthèse sur les économies régionales périphériques, proposition soumise à Développement économique Canada le 8/9/2000*
- IVARSSON, I. (1999), "Competitive Industry Clusters and Inward TNC Investments: The Case of Sweden", *Regional Studies*, 33,1: 37-49.
- JONES, B.G. et S. KONÉ (1996) "An Exploration of the Relationship between Urbanization and Per Capita Income: United States and Countries of the World" *Papers in Regional Science*, 75, 2: 135-153
- JOURDENNAIS, M. et P. DESROCHERS (1998) "La fin de la distance et la déconcentration de l'activité économique : Nouvelle réalité ou mirage? ", *Revue canadienne des sciences régionales*, XXI,1: 49-71.
- KANGASHARJU, A. (1998) "Growth and Convergence in Finland: Effects of Regional Features", *Finnish Economic Papers*, 11,1: 51-61.
- KANGASHARJU, A. et S. PEKKALA (2000) *The Effects of Aggregate Fluctuations on Regional Economic Disparities in Finland*, Pellervo Economic Research Institute Working Papers, No 29.

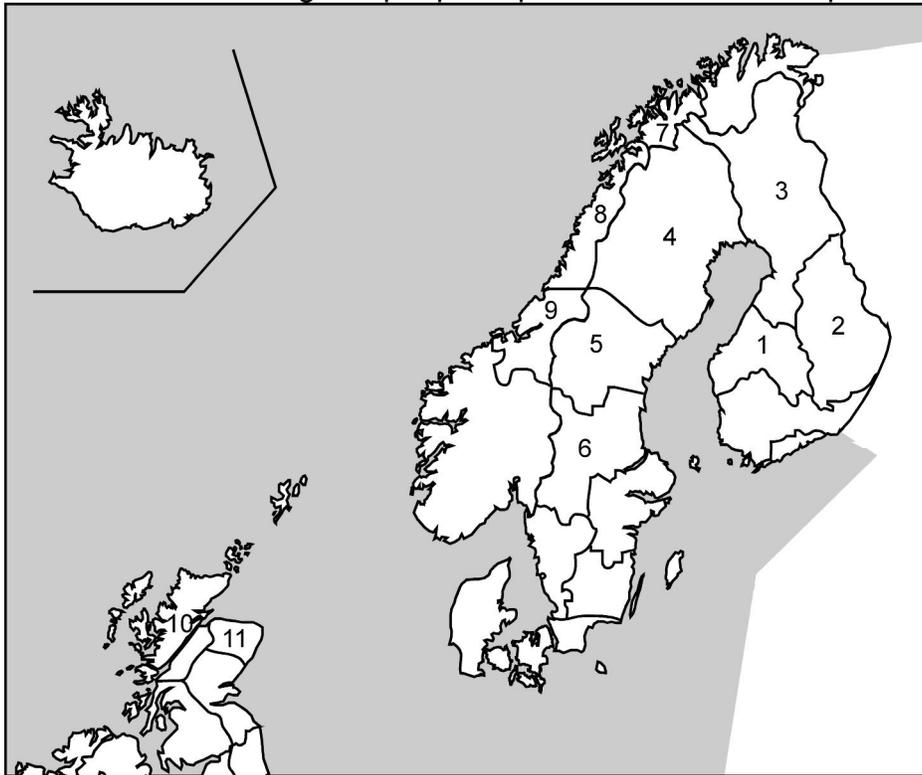
- KNIGHT, R. (1995) "Knowledge-based Development: Policy and Planning for Cities" *Urban Studies* 32.2 : 225-260
- KRUGMAN, P. (1991) *Geography and Trade*. M.I.T. Press, Cambridge (MA)
- (1991) "Increasing Returns and Economic Geography" *Journal of Political Economy*. 99, 3: 483-499.
- (1995) *Development, Geography and Economic Theory*, MIT Press, Cambridge (MA)
- (1996) "Making Sense of the Competitiveness Debate" *Oxford Review of Economic Policy*. 12: 17-25.
- KUZNETS, S. (1965) *Toward a Theory of Economic Growth*, Norton & Co., New-York.
- (1966) *Modern Economic Growth: Rate, Structure, and Spread*, Yale University Press, Londres et New-Haven.
- LANDES, D. S. (1998) *The Wealth and Poverty of Nations: Why Some are so Rich and Some so Poor*. W.W. Norton & Co. New-York et Londres
- LARSSON, L. (2000) *Reorganising Rural Policy*, Dalarna Research Institute, Dalarna (Suède)
- LEWIS, A (1955) *The Theory of Economic Growth*. George Allen & Unwin, Londres
- LOPEZ-BAZO, E., E. VALCARCE, A. CORRAL, J. CARALT (1999) "Regional economic dynamics and convergence in the European Union", *The Annals of Regional Science*, 33: 343-370.
- LOWE, P. et N. WARD (1998), *Regional Policy, CAP Reform and Rural Development in Britain: the Challenge for New Labour*, *Regional Studies* 32,5: 469-473
- LUNG, Y., A.RALLET et A.TORRE (1999) "Connaissances et proximité géographique dans les processus d'innovation" *Géographie, Économie, Société* 1,2: 281-306
- MALMBERG, A., B. MALMBERG et P. LUNDQUIST, (2000) "Agglomeration and Firm Performance: Economies of Scale. Localisation and Urbanisation Among Swedish Export Firms", *Environment and Planning A* 32: 305-321
- MARSDEN, T. et G. BRISTOW (2000) "Progressing Integrated Rural Development: A Framework for Assessing the Integrative Potential of Sectoral Policies", *Regional Studies*, 34,5: 455-469.
- MARIUSSEN, A., H. AALBU et M. BRANDT (2000) *Regional Organisations in the North, Nordregio: working paper 2000:8*.
- MARKUSEN, A. (1996) "Interaction between regional and industrial policies: Evidence from four countries", *International Regional Science Review*, 19: 49-77.
- (2000) "Fuzzy Concepts, Scanty Evidence, Policy Distance: the Case for Rigour and Policy Relevance in Critical Regional Studies", *Regional Studies* 33,9: 869-884
- MARTIN, R. and P. SUNLEY (1998) "Slow Convergence? The New Endogenous Growth Theory and Regional Development", *Economic Geography*, 74: 201-227.

- MARTIN, R. and P. TYLER (2000) "Regional Employment Evolutions in the European Union: A Preliminary Analysis", *Regional Studies*, 34: 601-616.
- MIC, Ministère de l'industrie et du commerce du Québec (2001) L'économie du savoir 1984-1999, Direction de l'analyse économique, <http://www.micst.gouv.qc.ca/economie-savoir/savoir.pdf>, consulté en mars 2001.
- UE, (2000) Sixth Periodic Report on the Social and Economic Situation and Development of the Regions of the European Union, Brussels: Union Européenne (http://europa.eu.int/comm/regional_policy/document/radi/radi_en.htm)
- NCM, Nordic Council of Ministers (1997) Nordic Regions in Profile, Nord 1997:6, Copenhagen.
- NCM, Nordic Council of Ministers (1999) Nordic Rural Development Research, TemaNord 1999:593, Copenhagen.
- NEWLAND, D. et M. WARD (1999) "The Adoption of new Communications Technologies by Firms in Rural Areas: A Scottish Case Study" in *Innovation, Networks and Localities* ed. FISCHER, M., L.SUAREZ-VILLA et M.STEINER, Springer Verlag, New York
- NILES, J. (1994), Beyond Telecommuting: a New Paradigm for the Effect of Telecommunications on Travel, rapport de recherche DOE/ER-0626, US Department of Energy, Washington
- O'BRIEN, R. (1992) *Global Financial Integration: the End of Geography*. Royal Institute of International Affairs, Londres
- OCDE (1996) *The Knowledge-based Economy*, Paris.
- OCDE (1999) Rapport annuel 1999, disponible sur le site : www.ocde.org/about/annual_report/index-fr.htm, consulté en mars 2001.
- OCDE (2000) Développement local et création d'emplois, Synthèse de l'OCDE, février 2000, disponible sur le site : www.ocde.org/publications/Pol_brief/, consulté en mars 2001.
- OLSON, M. (2000) *Power and Prosperity*. Basic Books, New York.
- PATERNO, N. (1998), "When Information Technology Breaks the Isolation and Creates Jobs: Live Local, Work Global", *LEADER Magazine*, no. 19, disponible dans la bibliothèque de l'observatoire LEADER : www.rural-europe.aeidl.be, consulté en mars 2001.
- PERSSON, L. O. (2000) Rural Development Research in Sweden: a Literature Review, The Arkleton Centre for rural development research, disponible sur le site : www.abdn.ac.uk/arkleton/npp/, consulté en mars 2001.
- PORTER, M. E. (1990) *The Competitive Advantage of Nations*. Free Press, New York
- PORTER, M. E. (1996) "Competitive Advantage, Agglomeration Economies, and Regional Policy", *International Regional Science Review*, 19: 85-94.
- QUIGLEY, J. M. (1998) "Urban Diversity and Economic Growth" *Journal of Economic Perspectives*. 12, 2: 127-138
- RAUCH, J. E. (1993) "Productivity Gains from Geographic Concentration of Human Capital: Evidence from the Cities" *Journal of Urban Economics*. 34, 3: 380-400.

- RAY, C. (2000) "Towards a Meta-framework of Endogenous Development: Repertoires, Paths, Democracy and Rights", *Sociologia Ruralis*, 39,4: 521-537.
- RDC, Rural Development Committee (2001a), Analysis of Evidence from the Enterprise and Lifelong Learning Committee Inquiry, research report 1, Edinburgh: Scottish Parliament.
- RDC, Rural Development Committee (2001b), Employment Change in Rural Scotland, research report 2, Edinburgh: Scottish Parliament.
- RDC, Rural Development Committee (2001c), Policy and Practice, research report 3, Edinburgh: Scottish Parliament.
- RDC, Rural Development Committee (2001d), Consultation and Evidence, research report 4, Edinburgh: Scottish Parliament.
- RTN, Rural Transfert Network (2000a) Finnish Literature Review, The Arkleton Centre for rural development research, disponible sur le site : www.abdn.ac.uk/arkleton/npp/, consulté en mars 2001.
- RTN, Rural Transfert Network (2000b) Norwegian Literature Review, The Arkleton Centre for rural development research, disponible sur le site : www.abdn.ac.uk/arkleton/npp/, consulté en mars 2001.
- RTN, Rural Transfert Network (2000c) Scottish Literature Review, The Arkleton Centre for rural development research, disponible sur le site : www.abdn.ac.uk/arkleton/npp/, consulté en mars 2001.
- RUSSWURM, S. (2000) L'économie norvégienne dans les années 1990, disponible sur le site : <http://odin.dep.no/odin/fransk/>, consulté en mars 2001.
- SARACENO, E. (1999) Évaluer la valeur ajoutée de l'approche LEADER, Observatoire Européen LEADER : Commission Européenne, (<http://www.rural-europe.aeidl.be/rural-fr/biblio/spec/contents.htm> , consulté 15/3/2001).
- SASSEN, S. (1991) *The Global City: New York, London, Tokyo*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey.
- SHEARMUR, R. (1997) "La distribution des secteurs high-tech dans le système urbain canadien : 1971 à 1991", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* 4: 619-646
- (1998) "A Geographical Perspective on Education and Jobs: Employment Growth and Education in the Canadian Urban System, 1981-1994", *Canadian Journal of Regional Science* XXI,1: 15-48
- SMEPOL (1999) SME Policy and the Regional Dimension of Innovation. The Norwegian report, SMEPOL report no. 5, disponible sur le site web : www.step.no/Projectarea/smpol/papers.html, consulté en mars 2001.
- STABER.U et C.MORRISON (2000), "The Empirical Foundations of Industrial District Theory" in *Innovation, Institutions and Territory*, ed. HOLBROOK, A. et D. WOLFE McGill-Queen's University Press, Montreal and Kingston
- STORPER, M. (1992) "The Limits to Globalisation: Technology Districts and International Trade", *Economic Geography*, 68,1: 60-93.

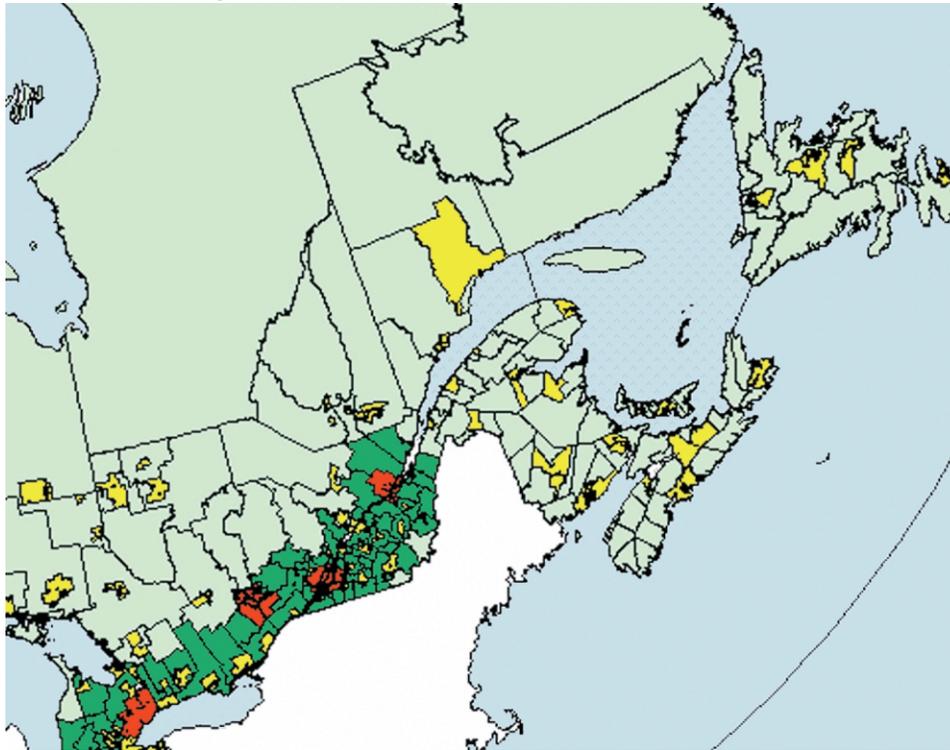
- STORPER, M. and A. J. SCOTT (1992) Pathways to Industrialization and Regional Development. London and New-York: Routledge.
- TAYLOR, J. et C. WREN (1997), UK Regional Policy: an Evaluation, *Regional Studies*, 31,9: 835-848.
- TERVO, H. (1998) "The Development of Regional Unemployment Differentials in Finland in the 1990s", *Finnish Economic Papers*, 11,1: 37-49.
- TRON, A. (2000) Innovation policies and regional development, discours d'ouverture du Nordic Science Park Conference, du 23 au 25 août 2000, disponible sur le site : <http://odin.dep.no/krd/engelsk/index-b-n-a.html>, consulté en mars 2001.
- VANDERMOTTEN, C. et P. MARISSAL (2000) « Une nouvelle typologie économique des régions européennes », *Espace géographique*, 4: 289-300.
- VENDRAMIN, P. et G. VALENDUC (1998) « Advanced communication technologies and local development: opportunities... on certain conditions », *LEADER Magazine*, no. 19, disponible dans la bibliothèque de l'observatoire LEADER : www.rural-europe.aeidl.be, consulté en mars 2001.
- VILLE d'OULU (1998) A Strategy for Northern Finland, <http://www.ouka.fi/pss/english/page.htm> (consulté le 3 avril 2001)

Carte 1 - Les régions périphériques du nord de l'Europe



1. Vali-Suomi, Finlande
2. Itä-Suomi, Finlande
3. Pohjois-Suomi, Finlande
4. Övre Norland, Suède
5. Mellestra Norland, Suède
6. Norra Mellansverige, Suède
7. Troms, Norvège
8. Nordland, Norvège
9. Trondelag, Norvège
10. Highlands & Islands, Écosse
11. Grampian, Écosse

Carte 2 - Les régions périphériques de l'est du Canada



- | | |
|--|---|
|  Métropoles et agglomérations centrales |  Régions rurales centrales |
|  Agglomérations périphériques |  Régions rurales périphériques |